2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 43
VENDREDI 24 AVRIL 1981

Michel Piccoli : pour moi aussi, c'est Mitterrand

(PAGE 5)

Notre dossier



L'OBSESSION JAPONAISE DES PATRONS FRANÇAIS

(PAGES 6 et 7)

Le bluff de l'effet Chirac

La Bourse joue à se faire peur

(PAGE 8)

UN SUJET TABOU : LE SUICIDE CHEZ LES ADOLESCENTS

(PAGE 10)

Michel Jobert et Roger Garaudy apportent leur soutien à François Mitterrand

LA DYNAMIQUE DU RASSEMBLEMENT

JACQUES CHIRAC, après une campagne acharnée qui ne lui a pas, semble-t-il, apporté toutes les satisfactions qu'il attendait, a joué, mercredi, sa dernière carte en lançant un « appel solennel » aux Français. Cet appel se résume en quelques mots : pour éviter l'élection de François Mitterrand, il faut voter pour moi.

A qui Jacques Chirac a-t-il prioritairement lancé cet appel ? Il le dit : « *A ceux d'abord qui ont soutenu l'action du général de Gaulle et de Georges Pompidou...* » Le candidat du RPR a reçu une réponse immédiate : celle de Michel Jobert, qui a annoncé son soutien à François Mitterrand.

Michel Jobert est une des personnalités les plus remarquées de la politique française. Il a, avant tout, « *une certaine idée de la France* » qu'il a servie et défendue avec une rigueur constante comme directeur du cabinet de Georges Pompidou quand il était premier ministre, comme secrétaire général de l'Elysée quand Pompidou fut président de la République, comme ministre des Affaires étrangères enfin.

En demandant aux électeurs d'« *investir Mitterrand de la charge de la France* » parce que « *seul un large soutien lui donnera la liberté d'agir dans l'intérêt du pays tout entier* », Michel Jobert démontre, dès avant le premier tour, que le mouvement de rassemblement autour du candidat socialiste est déjà en cours.

L'appui apporté par Roger Garaudy à François Mitterrand est tout autant significatif. Candidat à la candidature parce qu'il voulait lancer un « appel aux vivants » et témoigner pour une politique autre, Roger Garaudy était, en tout état de cause, déterminé à se retirer en faveur du candidat socialiste avant le premier tour. Parce qu'il faut battre Giscard et que, seul, François Mitterrand peut le faire.

Il ne s'agit pas de « ralliement » : des hommes comme Michel Jobert ou Roger Garaudy font leur choix selon ce qu'ils estiment être l'intérêt de la France et des Français, sans renoncer aucunement à ce qu'ils sont et pensent eux-même.

Le soutien à François Mitterrand apporté, précédemment, par des personnalités comme Charles Tillon, ancien ministre communiste du général de Gaulle, ou comme Pierre Marcilhacy, ancien candidat à la présidence de la République en 1965, va dans le même sens. Tout comme celui, rendu public cette semaine, de Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*.

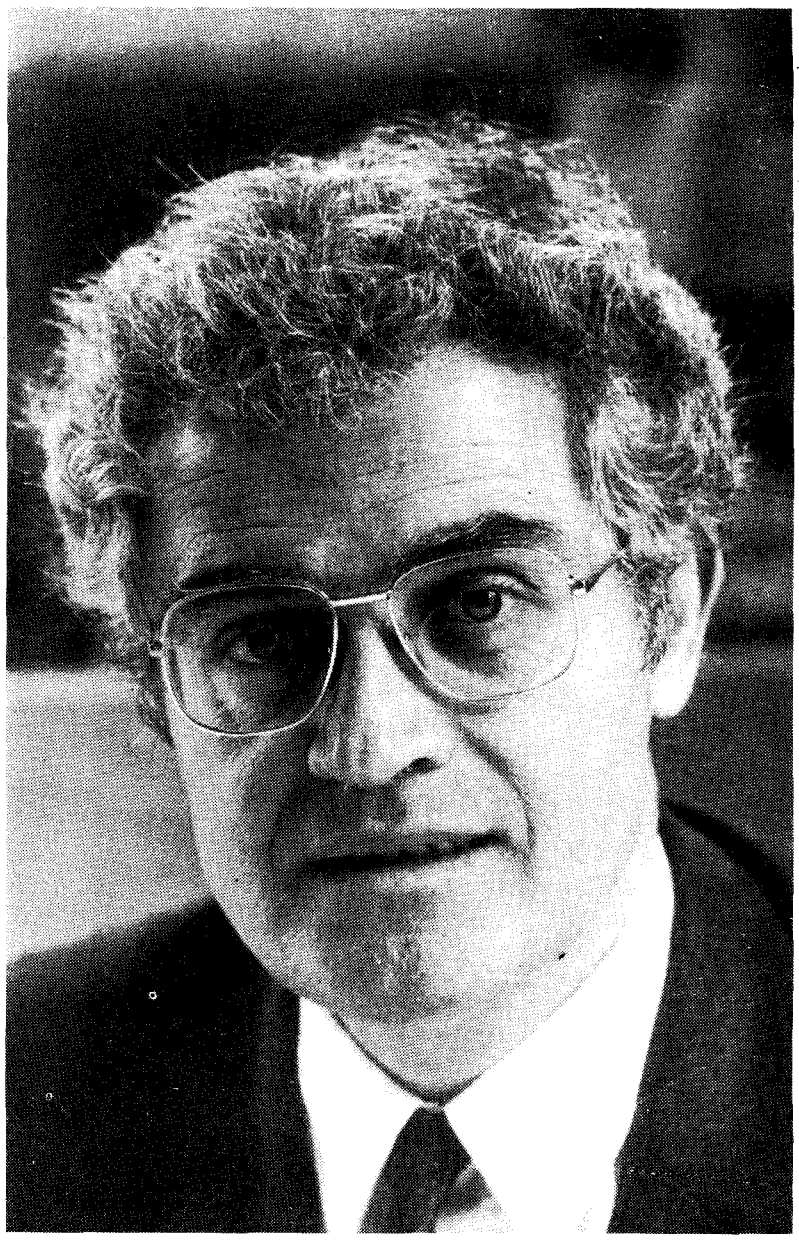
A travers ces hommes, ce sont de larges secteurs de l'opinion qui viennent grossir, dès aujourd'hui, le nécessaire rassemblement auquel appelle François Mitterrand. C'est l'amorce de la dynamique qui se renforcera, entre les deux tours et au lendemain de la victoire, autour de celui qui a fait de l'unité des travailleurs l'axe essentiel de son combat.

Claude GAULT

(PAGE 3)

EXCLUSIF : un entretien avec le premier secrétaire du PS

LIONEL JOSPIN : NOTRE BATAILLE POUR LA PAIX



(PAGE 9)

VU DU ROUSSILLON

Le Grand Coma

RIDEAU... Il est encore temps de réserver son bungalow, sa petite villa typiquement catalane, sa place au camping le plus proche de la plage, son bout de sable, son rayon de soleil.

On plante déjà les premiers piquets de ce qui sera, le 1er juillet, le grand chapiteau du Roussillon et de la Côte Vermeille, pays de la lumière et du bon vin si peu cher. Cet été le décor sera superbe : l'horizon sera peint, la mer nettoyée, les costumes sortiront de la naphtaline. M. et Mme Tout-le-Monde, habitants de l'Europe tout entière, entreront dans cette superbe danse.

Elle n'a plus le nom qu'on lui donnait autrefois : elle s'appelle le Grand Coma : on ferme les yeux, on s'enduit le corps de produits et on commence les mouvements de la Grande Absence, du Grand Silence. La seule chose défendue est d'aller regarder derrière le décor : cet endroit est réservé aux machinistes du grand spectacle de notre terre.

Pourtant, à côté, là, tout près, il reste quelques centaines de mètres de sable libre, anachronisme indécent. Il y a l'arrière-pays qui voit parfois arriver un évadé de l'enfer du chapiteau. Mais, puisque le tourisme n'est plus assez rentable, il va falloir l'éventrer, cet arrière-pays, pour en retirer de l'uranium.

Là, tout près, des hommes et des femmes essaient de rester sur leur terre et de vivre d'autre chose que des quatre mois du Grand Coma...

Le 1er octobre, quelques jours suffiront à tout décrocher : les organisateurs débrancheront les projecteurs, enterreront les Kleenex, laisseront la vague débarrasser l'ambre solaire. Ils déposeront les guirlandes, dévisseront les palmiers, démonteront les tentes, arracheront les piquets.

Alors, notre terre disparaîtra de la carte du monde. Derrière le rimmel réapparaîtront, creusées, les rides du chômage, dess trafics, des légumes renversés, du vin invendu, de la terre bradée.

Mais qu'importe, puisque, déjà, les ouvriers du Grand Coma enfilent leur bleu de travail !

Xavier D'ARTHUYS

Météo

Toujours frais

Le temps restera frais pour la saison. Des nuages accompagnés de pluies persisteront sur les régions méridionales, toutefois des éclaircies apparaîtront en fin de journée sur l'Aquitaine.

D'autre part, le ciel se cuvrira progressivement par le nord, les nuages atteindront la vallée de la Loire en fin de journée. Ils donneront quelques pluies éparses.

Le Voyage. Par Renault



Une gamme tourisme de première classe. Sur mesure.

RENAULT Véhicules Industriels

Prête à partir aux quatre coins de l'Europe ou aux six coins de l'hexagone, voici la gamme des autocars de Tourisme Renault : le E7, le PR et le dernier-né : le Grand Tourisme.

Une gamme qui possède un point commun, le confort de première classe Renault.

Une gamme qui vous donne l'assurance de toujours trouver l'autocar dont vous avez besoin, quels que soient la durée ou la nature du voyage, la destination, le nombre de passagers transportés.

Une gamme qui bénéficie d'un autre atout important : en France, 91 points d'appuis de services spécialisés, dont 26 concessionnaires et, dans toute l'Europe, l'ensemble du réseau Renault Véhicules Industriels.

Votre confort moral et votre tranquillité, Renault y a aussi pensé.

Vous pouvez compter sur nous.

DIVISION AUTOCARS ET AUTOBUS 8, quai Léon Blum - 92158 SURESNES FRANCE

Ecom International

L'entreprise en France

Fin 1973 : 460 000 chômeurs.

En 1974, un homme d'affaire, « V.G.E. », prenait la tête de l'entreprise générale de bâtiment « France ».

Ce dernier nommait un directeur qui lui-même recrutait de nouveaux chefs de chantier.

Cette entreprise, à l'époque, faisait l'« unanimité » et recevait tous les agréments pour effectuer et continuer les travaux en cours.

Sept ans se sont écoulés. Où en est l'entreprise France ? Une faillite gigantesque est là, plus pesante de jour en jour. Beaucoup de chantiers ont été commencés, mais très peu sont sortis de terre.

Le P-DG VGE déclare qu'il est le seul capable de continuer la construction étant donné que c'est lui qui a fait les fouilles et coulé les fondations. 1 660 000 chômeurs en mars 1981, plus de trois fois et demi qu'il y a sept ans.

On parle de plus en plus de revalorisation du travail manuel : laissez-moi rire,.. C'est impossible, car si vous construisez n'importe quel édifice sur un terrain mouvant, avec des fondations sommaires, sans calculs appropriés et, de surcroît, avec des personnes qui, à la tête, ne sont pas compétentes, où allons-nous ?

Le tribunal de commerce, qui doit se réunir le 26 avril et le 10 mai prochains pour statuer sur le sort de France, ne peut décemment donner sa caution à un entrepreneur aussi peu efficace. VGE s'arrangerait éventuellement d'être reconduit dans ses fonctions sous le contrôle d'un « syndic ». Avez-vous déjà vu une entreprise sous contrôle de syndic se relever ?

Non ! Soyons sérieux. Le tribunal de commerce doit mettre purement et simplement fin au rôle d'un P-DG incompétent.

Mais il ne faut pas pour autant que l'entreprise France s'éteigne, elle doit revivre et faire sortir de terre de belles constructions saines et solides, pour l'avenir du pays tout entier.

Cette entreprise doit être confiée à un homme responsable à part entière, qui, malheureusement pour lui, ne pourra pas se servir de beaucoup des fondations existantes. Cela est bien dommage. Nous avons perdu sept ans, mais, heureusement, il est encore temps de réagir pour ne pas en perdre le double.

Le tribunal de commerce français avance le nom de François Mitterrand pour remettre de l'ordre dans cette belle entreprise qu'est la France.

Lui seul est qualifié pour le faire, et nous, maçons, qui sommes au pied du mur, nous sommes prêts et nous allons l'aider dans sa tâche.

Jean MORIN
Lyon

Réformer la justice

Les bas salaires, l'inflation ne sont pas les seules difficultés d'une vie où les litiges de toutes sortes deviennent de plus en plus nombreux. Il s'y ajoute des soucis qu'un parlement de gauche, un gouvernement de gauche, un président de la République socialiste pourraient diminuer et souvent faire disparaître. Parmi ces soucis, celui d'aller devant les tribunaux.

La justice devrait être un service public gratuit, une manifestation de solidarité. Elle est rendue dans des conditions ruineuses pour les justiciables, parfois à coup de millions de centimes avant qu'une affaire soit tranchée par un jugement définitif, même quand il y a responsabilité de l'Etat comme, par exemple, dans les affaires nées des erreurs dans la rénovation des cadastres, des expropriations, etc.

Il faudrait étudier des remèdes.

D'abord, pourquoi ne pas permettre que l'appel à un avocat soit facultatif devant toutes les juridictions, aux risques et périls des parties ? Pourquoi ne pas autoriser les justiciables à présenter une argumentation écrite sur laquelle ils seraient jugés, s'ils le veulent ? Ne serait-ce pas l'exercice d'une liberté élémentaire ?

Est-il nécessaire que soit établi une jurisprudence pour connaître comment une loi doit être comprise, interprétée, appliquée ? Les législateurs qui passent des années à examiner les textes sont-ils tous incapables de rédiger, avant de la voter, une loi claire, nette, telle qu'on sache à quoi, comment et à qui elle sera applicable ?

Les magistrats rendent la justice « au nom du peuple français », et nous sommes en démocratie. Mais la démocratie, c'est avant tout le principe que nul ne doit échapper à ses responsabilités envers autrui. Pourquoi les magistrats ne seraient-ils pas absolument indépendants des pouvoirs politiques, mais soumis au contrôle de ce peuple français qui assure leur force et leur légitimité ? Pourquoi ne serait-il pas veillé à ce qu'ils respectent l'obligation d'être liés par la loi ?

Pourquoi ne pas inscrire dans le Code civil que, sans condition de délai, un jugement contenant une violation évidente de la loi n'aura jamais l'autorité de la chose jugée ?

De plus en plus, les magistrats ont tendance à se débarrasser de multiples causes en désignant des experts par ailleurs connus comme travaillant pour une clientèle particulière. Les justiciables ont-ils à être soumis à ces étrangers à la justice ?

Ne peut-on mettre en fonction des magistrats suffisamment compétents, spécialisés, capables de comprendre des questions de comptabilité, de bornage, de malfaçons, etc. ?

J. F.
(Pyrénées-Atlantiques)

Voter utile, c'est voter Mitterrand

Le risque n'est pas nul qu'il n'y ait, le 10 mai, de choix qu'entre deux candidats de droite : celui qui présente un bilan de faillite, et celui qui, ayant soutenu pendant sept ans le premier par ses votes, le conteste aujourd'hui. Chirac pourrait devancer Mitterrand. Il pourrait suffire que Marie-France Garaud redécouvre celui dont elle a longtemps été la conseillère, que Debré, écœuré, renonce, et que les électeurs amnésiques prennent Chirac pour « un homme nouveau ».

Aussi, à ceux qui seraient tentés de voter Crépeau, Bouchardeau, Lalonde ou Laguiller, il faut dire : ne prenez pas ce risque. Certes, ces candidats sont sympathiques. Mais il n'est pas vrai qu'au premier tour on puisse choisir librement, sans arrière-pensée : au deuxième tour, il ne restera que deux candidats, et tant pis pour le troisième, même s'il n'était séparé du second que par un point.

Au demeurant, le but principal de ces candidats n'était-il pas de disposer d'une tribune ? Le but est atteint. Qu'ont-ils à faire d'avoir 1 % des voix au lieu de 1,5 % ? Qu'est-ce que cela changerait ? Alors que, rertées sur Mitterrand, ces voix peuvent être décisives.

Et, sur le fond, Mitterrand élu, la voix est ouverte pour un accès équitable des courants minoritaires aux moyens d'expression, et pour une modification des lois électorales qui leur permette d'être représentés au Parlement.

Jean-Paul ALLETRU
(92) Montrouge

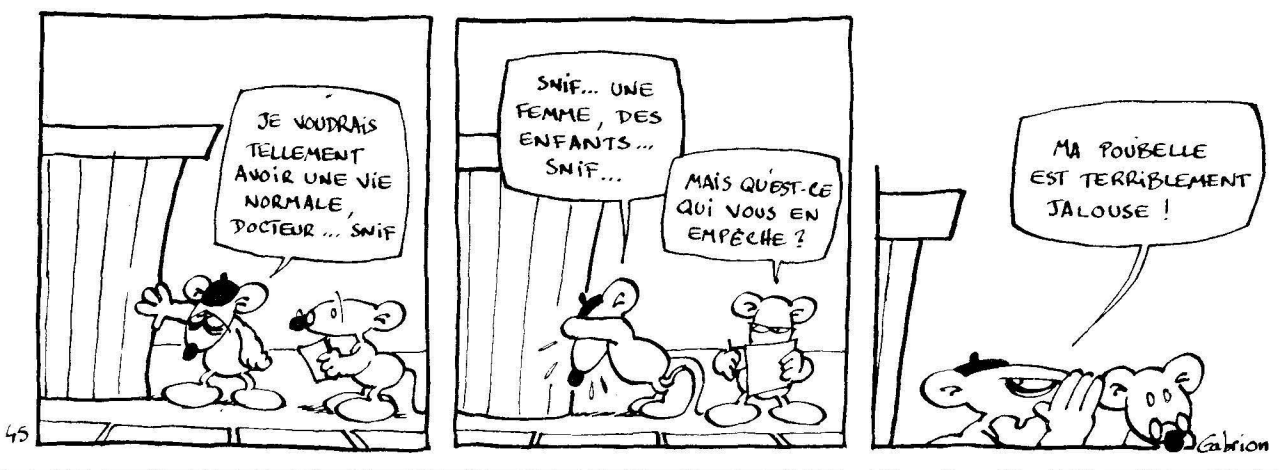
Union de Services Publics

USP

ORDURES MÉNAGÈRES
TRAITEMENT - COLLECTE
EXPLOITATION DE DÉCHARGES
NETTOYAGES INDUSTRIELS

SUCCURSALE DE CLERMONT-FERRAND
6, boulevard Saint-Jean Tél. : 91.50.01
Siège social : 71, rue du Général-Leclerc - 95600 EAUBONNE
Téléphone : 959.29.22

Rat-le-bol



LES «AUTRES CANDIDATS» POUR «L'AUTRE POLITIQUE»

Depuis le début de sa campagne — axée essentiellement sur le deuxième tour — François Mitterrand en appelle au rassemblement populaire pour le redressement national. Cette invite a reçu dès le premier tour un large écho dans la classe politique. Particulièrement chez ceux qui ne doivent pas au travers de leur candidature assurer la survivance d'un parti. Aujourd'hui, Roger Garaudy et Michel Jobert appellent, pour des raisons différentes, à voter François Mitterrand.

MICHEL JOBERT: «Faire en sorte que la solution Mitterrand soit celle du pays tout entier»

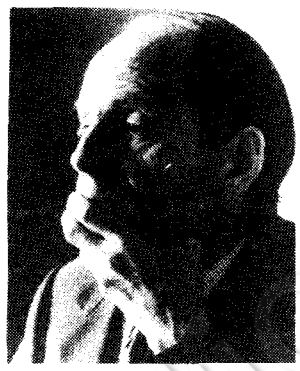
DANS une interview au *Matin*, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou explique les raisons de son soutien à François Mitterrand. « *La véritable affaire, maintenant comme naguère, est de savoir où réside l'intérêt de la France... Je ne peux pas prendre en compte, moi, toutes les perversions, les dérives, la stagnation même de la gestion de Valéry Giscard d'Estaing par rapport à ce qu'avaient été l'espoir et la réalité de la Ve République. Le débat à l'heure actuelle est dans le cadre des institutions. Le premier terme de ce choix me paraît très dangereux, l'autre terme le sera moins s'il est accompagné — je dis le mot — d'une certaine ferveur. Faisons en sorte que cette solution qui reste Mitterrand soit utile au pays tout entier.*

» *...Je souhaite que l'autre solution — parce qu'il n'y en a que deux, il n'y en a pas trois — ne soit pas un fruit sec, mais une solution aussi vraie que possible. Pour qu'elle le soit, il faut qu'une réelle majorité ait le courage de se déterminer pour elle.* » Balayant d'un « *je ne crois pas aux faux-semblants* » la candidature Chirac, Michel Jobert analyse les rapports de De Gaulle et Mitterrand pour démontrer qu'il n'y a, de sa part, aucun reniement.

« *François Mitterrand a en effet été, de l'extérieur, un adversaire politique du général de Gaulle, après avoir été un combattant pour la même cause pendant la guerre. Il n'y a rien eu de médiocre dans leurs attitudes réciproques. Une attitude d'opposition sur des questions fondamentales est plus respectable, plus explicable en tout cas qu'une attitude de récupération à des fins personnelles. Je ne vois pas pourquoi un homme, parce qu'il aurait été en opposition avec le général de Gaulle, serait plus indigne que tel autre qui l'aurait servi en le trahissant subtilement.*

» *...Je souhaite qu'une majorité de Français, dans la mesure où ils considèrent que la solution Giscard d'Estaing est usée, encouragent l'autre solution qui, toute difficile qu'elle soit, peut se transformer en une bonne solution.* »

J. B.



Michel Jobert.

ROGER GARAUDY: «J'appelle Bouchardeau, Lalonde, Crépeau...»

ROGER GAURAUDY, exclu du PCF, s'est engagé voici près d'un an dans la campagne présidentielle. Cette candidature a d'autant plus surpris que la classe politique avait du mal à la définir. Etait-ce une candidature écologiste, anti-militariste, tiers-mondiste... ou fantaisiste ? En fait, la candidature de Garaudy était tout simplement inclassable ; de gauche et solitaire.

En philosophe, dans son livre *l'Appel aux vivants,* il a voulu lancer un cri d'alarme à une société malade de son progrès. L'appel a été reçu dans les librairies et les meetings. Il ne l'a pas été au niveau des élus et de leur parrainage, et, depuis le 10 avril 1981, plus personne ne parlait de Roger Garaudy. On n'en parlait plus, mais dans les petits états-majors on y a pensé intensément : on vous donne deux minutes d'antenne, on couple nos parrainages, etc. Devant tant de calculs, Roger Garaudy a jugé bon de revenir à l'essentiel. Et, sur ce point, personne ne pourra l'accuser de tergiverser.

« *Giscard d'Estaing est politiquement disqualifié et personnellement déshonoré* », a-t-il déclaré à



Roger Garaudy.

Combat socialiste. L'abomination de la désolation serait la réélection de Giscard. Il n'y a donc pas cinquante choix possibles. J'appelle Bouchardeau, Lalonde, Crépeau à voter Mitterrand dès le premier tour. Chaque voix qui se porterait sur Brice Lalonde augmenterait les chances de Giscard, l'homme du tout nucléaire, de se débarrasser dès le premier tour de toute l'opposition. Je l'ai dit à Crépeau, je le dirai aux autres : personne ne vous pardonnerait si votre maintien revenait à mettre en place un dialogue Giscard-Chirac, hautement improbable, mais p o s sible. »

La véhémence du ton ne traduit pas un réveil amer. Roger Garaudy poursuit une ligne politique cohérente. Un million de personnes ont lu *l'Appel aux vivants*. Le message a été reçu. Dès le mois de mars, parrainages obtenus ou non, il avait annoncé à ses proches son intention de se désister à l'aube du premier tour pour François Mitterrand, seul candidat capable, selon lui, de battre Giscard et de mettre en œuvre, par ailleurs, ses thèmes les plus chers : référendum sur le nucléaire, diversification des sources énergétiques et nouvelle politique en faveur du tiers monde.

A l'adresse des communistes, il constate : « *En fait d'internationalisme prolétarien, les enfants des communes que dirigent les communistes ne partiront pas en colonie de vacances parce que leurs parents sont arabes ou noirs. Georges Marchais a conduit le parti qui condamnait l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie au ralliement inconditionnel à l'invasion de l'Afghanistan. Il a renié trente ans de lutte contre la bombe atomique, et se rallie à la même politique que Giscard sur Plogoff comme sur les surgénérateurs.* »

A l'adresse des candidats des petites formations, il poursuit : « *Je demande gravement à Huguette Bouchardeau et à Michel Crépeau : Nous ferez-vous courir le risque, sous prétexte de vous compter, de nous préparer un second tour Giscard-Chirac ? Nul ne vous pardonnerait, par esprit de secte, de nous avoir conduits là. Alors, après vous être exprimé, retirez-vous avant le premier tour, avant que vos électeurs, comme ceux de Brice Lalonde, ne fassent preuve de plus d'esprit de responsabilité que leur candidat.*

Tout autre comportement serait une faute grave contre l'espérance de millions de Françaises et de Français dont le souci majeur n'est pas de perpétuer des groupuscules, mais de préserver l'avenir. N'attendons pas le 27 avril, c'est à dire trop tard, pour créer le courant d'enthousiasme nécessaire à l'avance des idées nouvelles. »

Jérôme BOUVIER

FRANÇOIS MITTERRAND A EUROPE N° 1

«Nous sommes prêts à gouverner»

Le candidat socialiste était, mercredi 22 avril, l'invité d'Europe 1. Pendant près d'une heure, très sûr de lui et de sa victoire prochaine, il a tour à tour évoqué la politique française et internationale, puis les problèmes de société. Jeudi soir 23 avril, dans le cadre de la campagne officielle, Michel Rocard sera présent à son côté pour la dernière émission télévisée de douze minutes. Puis ce sera Marseille, et Toulouse, où, avant son dernier grand meeting, il tiendra, avec Roger Garaudy, qui appelle à voter pour lui dès le premier tour, une conférence de presse.

« *NOUS sommes prêts à gouverner, les équipes existent, la relève est prête* », a déclaré François Mitterrand, mercredi soir, face à la rédaction d'Europe 1. Interrogé sur l'éventuelle participation de Michel Rocard à son gouvernement, il a précisé : « *Le Parti socialiste est riche de talents, Michel Rocard est l'un d'entre eux, particulièrement reconnu par l'opinion publique. Il est normal qu'il participe à ma campagne. J'étais encore avec lui tout à l'heure pour réaliser en commun une émission de télévision. Pierre Mauroy s'y trouvait aussi... Ils ne sont pas les seuls, il y en a d'autres.* »

A propos du report des voix communistes au second tour, il a répété : « *Je m'adresse aux Français, et si je puis, en effet, avoir le concours du maximum possible d'électrices et d'électeurs communistes, je me réjouirai d'avoir gardé la confiance de bons Français, qui, à deux reprises, en 1965 et en 1974, ont déjà su que j'étais le candidat unique de la gauche et que j'avais été, peut-être, le principal artisan de ce rassemblement populaire pour le redressement national.* »

L'effet anti-Giscard

Sur la possibilité d'un duel Giscard-Chirac au second tour, le candidat socialiste a estimé : « *C'est une hypothèse qui n'a pas de sens. L'effet Chirac n'est qu'un effet anti-Giscard. Ils n'existent que l'un par l'autre.* » Sur la présence des petits candidats au premier tour, il a déclaré : « *C'est un frein, mais je suis naturellement assuré que leur électorat viendra rejoindre le mien, de telle sorte que la gêne du premier tour deviendra un élan pour le second.* »

Sur son programme économique, François Mitterrand a souligné : « *Je crois que la relance par la demande, je crois que la relance par l'investissement, je crois que la relance par une autre politique de relations entre les pays industriels d'Europe et les pays du tiers monde doivent permettre d'imaginer une croissance qui ayant atteint trois points dans la première année, pourra aller plus loin.* » Il s'est déclaré « *pour le respect absolu du traité de Rome... J'entends modifier par la négociation les bases du Marché commun agricole... Mais ce n'est pas fermer les frontières, comme le prétendent certains de mes concurrents, que de faire jouer les clauses de sauvegarde ; c'est p a r f a i t e m e n t contractuel* ».

L'Histoire a fait son chemin

Sur la politique étrangère qu'il entend mener, il a affirmé qu'il était partisan d'une « *politique de dialogue* » avec l'URSS, mais pas d'une « *politique de complaisance* ». Il a reproché à Valéry Giscard d'Estaing d'accepter la « *politique de tension menée par l'Union soviétique* ». Il s'est déclaré opposé à la création d'un axe Paris-Bonn en Europe, mais favorable à un « *développement de bonnes relations entre la France et l'Allemagne* ».

Après avoir évoqué les grands problèmes de société, la peine de mort, l'avortement, l'éducation et la justice, François Mitterrand a réagi à la récente prise de position de Michel Jobert en sa faveur : « *Il y a beaucoup de Français de talent, d'autorité, de compétence, qui disposent d'un rayonnement, qui ne sont pas socialistes et qui souhaitent que je sois élu. Michel Jobert en est. Je me réjouis qu'il puisse penser que mon élection à la présidentielle de la République pourrait servir à la France.* »

Et, pour conclure, il a déclaré : « *Je pense véritablement que, le 26 avril 1981, le candidat des socialistes a les plus grandes chances, sinon toutes, d'être élu président de la République, parce que l'Histoire a fait son chemin, tout simplement.* »

L'abus du septennat giscardien

André Méric, président du groupe socialiste du Sénat, s'est élevé mercredi contre l'abus fait par le gouvernement durant le « *septennat giscardien* » de certaines dispositions de la Constitution qui ont réduit considérablement les pouvoirs des assemblées parlementaires. Au cours d'une conférence de presse, il s'est indigné contre l'utilisation trop fréquente par le gouvernement de l'article 40 de la Constitution, qui, selon lui, « *confère à l'Exécutif un véritable monopole dans le domaine financier* ».

Chirac : «Au secours!»

Après l'appel catastrophique de Cochin, le candidat du RPR récidive

FINIE la joviale tranquillité de sa dernière conférence de presse à l'hôtel Sheraton, fini le panache glorieux du Parc des princes, fini le gentil Chirac de l'année 1981... C'est un Chirac grave, tendu et inquiet qui a lancé un appel aux Français, mercredi 22 avril, depuis le siège de son état-major.

Cette intervention imprévue à quelques jours du premier tour avait sans doute pour but d'occuper le terrain et de faire une dernière fois du bruit autour de la personne. Il s'agit bien de la dernière fois : Jacques Chirac n'a plus la certitude d'être présent au second tour. La preuve en est qu'il envisage déjà le duel François Mitterrand-Valéry Giscard d'Estaing et même, dans cette hypothèse, il croit à la victoire du candidat socialiste. Il a déclaré : « *Toutes les observations confirment que, si au second tour devaient s'affronter les deux mêmes candidats, cela pourrait bien conduire les Français par déception à voter pour François Mitterrand.* »

Majorité divisée

Jacques Chirac a peur, et lorsque la droite a peur elle ne sait plus que recourir à l'anticommunisme primaire : « *Tous ceux qui redoutent que le Parti communiste soit associé au pouvoir doivent comprendre que le seul moyen d'éviter ce risque c'est de faire en sorte que François Mitterrand ne soit pas présent au second tour.* » Seulement voilà ! les derniers sondages situent Chirac derrière le candidat socialiste, et là est bien la raison d'être de cet appel de dernière minute.

Chirac demande à « *ceux qui ont soutenu le général de Gaulle et Georges Pompidou..., à ceux de la majorité ayant conscience du renouveau qui s'impose..., à ceux qui sont attachés aux idéaux de justice du socialisme et de l'humanisme* » à voter pour lui. Il nous demande de tout oublier et de nous réconcilier autour de lui, à l'exclusive des communistes. C'est le seul et même argument de tous les candidats de droite qui réalisent que la victoire de François Mitterrand est désormais possible.

Jacques Chirac est un spécialiste des coups de théâtre mais cette ultime tentative n'aura eu pour conséquence que de montrer en public son désarroi. Cet appel de la rue de Tilsitt n'est qu'un appel au secours, le dernier S.O.S. d'une majorité divisée qui sombre dans sa propre tempête.

Colette PARIS

BREF

• **La CFDT** déclare que le président sortant « *n'a pu être l'instigateur de mesures dynamiques de caractère structurel, susceptibles de réaliser le plein emploi féminin et de supprimer les discriminations* » et demande des « *mesures contraignantes pour régler ce problème.* »

• **Monique Pelletier,** présidente du comité national de soutien à Valéry Giscard d'Estaing, a souhaité qu'Urbain Giaume « *expie en prison les crimes dont il s'est rendu coupable.* »

Marie-France Garaud : «Il n'y a pas «d'effet Chirac»

A la même heure que le candidat RPR, mais dans un lieu différent, Marie-France Garaud avait, elle aussi, convoqué la presse.

D'emblée, elle en expose les raisons : « *Faire le point à quatre jours du scrutin.* » Il avait bien couru certains bruits, le matin même, sur son éventuel désistement en faveur de Jacques Chirac, bruits qui avaient d'ailleurs entraîné immédiatement un bond en avant des valeurs boursières. *(Voir page 8).* Mais l'ancienne conseillère de Jacques Chirac devait rapidement mettre un terme à ces rumeurs de la ville : « *A s'en tenir aux éléments chiffrés il n'y a pas de véritable percée de Jacques Chirac, qui stagne aux alentours de 17 %. Il est donc difficile d'imaginer qu'il puisse approcher les résultats de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand. Il n'y a pas d'« effet Chirac », mais plutôt un « effet Pasqua »,* affirme-t-elle.

Et en tout cas, pas question de se désister pour qui que ce soit : « *A-t-on jamais vu l'exigence se retirer devant la facilité ?* » demande-t-elle, agressive. Tout est dit. Pour le reste, rien de bien nouveau dans son discours, si ce n'est qu'elle se déclare « satisfaite » de sa campagne.

TRIBUNE

L'espoir

par Edwige AVICE *

IL y a bien longtemps que des femmes et des hommes de ce pays recherchent le changement, l'inventent dans leurs pensées, veulent l'atteindre par leurs actes, et que celui-ci ne se produit pas. Plus de la moitié de la population — puisque la gauche est majoritaire dans ce pays, à défaut de l'être sur le plan institutionnel — vieillit sans voir se concrétiser ce qu'elle voudrait créer pour elle-même et ses enfants. Stérilité forcée de générations entières, enlisées dans un présent qui piétine et rêvant d'un projet toujours remis à demain !

Nous sommes infiniment nombreux à sentir et à dire qu'il y a des moments, dans une vie, où une trop longue patience n'est pas une vertu. A l'échelle d'une société, l'impuissance à faire autre chose qu'attendre la maturation éventuelle des situations, cette peur inavouée de l'inconnu, favorise le conservatisme le plus recroquevillé et fige les inégalités comme les injustices. Nous en avons assez de voir proposer à la jeunesse le « surplace » comme seule dynamique ; assez de voir étouffer les valeurs novatrices qui remettent en cause l'ordre existant et de constater qu'une léthargie savamment entretenue fait vivoter et régresser des millions d'individus. Lorsqu'on effectue le tour de la France, combien de richesses et de talents gâchés ! Comme la réalité pourrait être différente.

Une droite au double visage

Et, pourtant, une droite au double visage — face, Giscard ; pile, Chirac —



(Photo Pascal Lebrun)

cherche à camoufler sa faillite. Pour se refaire une vertu, elle tourne la pièce : on mettra pile en face, et le tour sera joué. Rarement un piège plus grossier aura été tendu à la population. Quelle amnésie étrange ! La droite tout entière n'est-elle pas coresponsable de 1 700 000 chômeurs, et l'UDF et le RPR ne sont-ils pas à l'origine, eux qui l'ont votée ensemble à l'Assemblée, de la législation la plus répressive et la plus antisociale ?

A Paris, où depuis quatre ans officie Jacque Chirac, n'y a-t-il pas près de 70 000 demandes insatisfaites de familles mal logées ? Une spéculation immobilière sans frein qui chasse les industries, leurs employés et les habitants ? N'a-t-on pas vu dans des immeubles dits « sociaux » pratiquer des majorations de loyers injustifiées et insupportables ? Paris, qui se mue en ville de luxe pour les plus favorisés (15 000 francs le mètre carré de construction neuve !), est bien la capitale de cette société de privilèges où règne Giscard d'Estaing.

Il ne suffit pas de le voir et de dire : aujourd'hui, en France, nous sommes tous placés devant notre responsabilité, celle de reconduire les mêmes, pour sept ans, au pouvoir ou celle de choisir ensemble un autre projet, un autre avenir. Pour nous, socialistes, la seule responsabilité qui vaille est celle de dire non au chômage qui atteint surtout les femmes et la jeunesse ; non aux privations de liberté ; non aux inégalités et aux 33 % d'écart entre les salaires masculins et féminins ; non à la mort de secteurs industriels entiers, au désert rural ; non à la politique d'abandon des services publics et de l'éducation nationale.

Nous savons qu'il est possible de vivre autrement et que le peuple de gauche est capable de faire cette transformation qui s'appelle : « plein emploi, paix et liberté » ; c'est-à-dire une politique de croissance et de justice sociale, un développement harmonieux du territoire, dans le respect de la démocratie et de l'indépendance nationale. Voici pourquoi François Mitterrand, qui veut rassembler les forces populaires pour que tout un pays réalise ce dont il est porteur, incarne pour nous l'espoir. Les hommes, et les femmes plus encore, parce qu'elles connaissent davantage l'exploitation et l'injustice, doivent comprendre cet enjeu historique : le vote du 26 avril, puis celui du 10 mai. Il est lourd non seulement du bilan du présent, mais aussi d'un espoir immense et fondé : celui du pouvoir enfin changer la vie — sa vie. Ayons cette ambition pour nous-mêmes et pour notre pays.

* *Député socialiste de Paris.*

Pour le droit à la différence

Des Français musulmans apportent leur soutien à François Mitterrand

Ahmed Kaberseli, président du Mouvement de défense et d'assistance des rapatriés musulmans et président du comité de soutien des Français musulmans à François Mitterrand, explique ici la prise de conscience politique qui doit conduire les Français musulmans à voter pour le candidat socialiste.

DEPUIS quelques années toute une série d'incidents graves à caractère raciste vient rappeler l'existence de cette communauté qui, selon la formule consacrée, apparaît plutôt comme celle des Français à part que comme celle des Français à part entière...

Leur sensibilité étant exacerbée en matière de racisme, les Français musulmans s'efforcent de s'organiser et leurs revendication première s'exprime comme le droit à la différence culturelle et cultuelle.

Très récemment, le gouvernement s'est rendu compte de l'ampleur du phénomène mais les rares mesures prises se révèlent bien plus démagogique qu'efficaces...

Il ne manque pas de se contredire : après avoir affirmé en 1978 que les problèmes des Français musulmans étaient réglés pour l'essentiel, il est amené à reconnaître en 1981 que trois problèmes subsistent : celui de la libre circulation entre la France et l'Algérie, celui de la formation des jeunes et le racisme !

La communauté française musulmane doit aujourd'hui savoir où se situent ses véritables amis : chez les tenants du pouvoir actuel qui les méprise ou chez les antiracistes et les démocrates sincères

STAM
Travaux publics et Bâtiments
Siège social : 5 à 13 Rue de la Distillerie 59100 ROUBAIX Tél. 02.01.37

Michel Piccoli: «Gagner? Je le souhaite profondément»

Michel Piccoli tourne dans la journée et joue *la Cerisaie* de Tchekhov le soir, au théâtre des Bouffes du Nord à Paris. Et c'est tard, après la représentation, que nous l'avons rencontré, dans un de ces vieux cafés aux néons blafards, entre une infusion de tilleul-menthe et quelques tranches de jambon cru.

« Mon engagement au côté de François Mitterrand? Mais c'est le seul possible, aujourd'hui et pour demain. Cette élection va décider d'un changement de société, seul moyen pour que les Français se défassent de l'égoïsme suicidaire qui les habite. Et puis François Mitterrand ne sera pas élu seul. Avec lui, c'est une autre équipe, avec une autre mentalité, qui se mettra en place. »

Michel Piccoli a longtemps été un « compagnon de route » du PCF. Mais son vote est un vote « *pour* » le candidat socialiste et non « *contre* » les autres. « *C'est vrai, j'ai longtemps cru que le communisme était la voie de l'avenir. Mais il s'avère qu'il représente, en URSS et ailleurs, une impasse terrifiante. Je n'ai pas honte d'avoir voté communiste. Et je ne vote pas socialiste par dépit ni par déception, mais par conviction. Je refuse cette société fondée sur un déséquilibre éhonté de la hiérarchie sociale, où certains peuvent claquer en trois jours ce que d'autres gagnent en un mois. Giscard n'est qu'un charlatan du bonheur.* »



Michel Piccoli.

Quelques secondes de silence, puis il poursuit : « *Pourquoi un nouveau socialisme ne naîtrait-il pas en France? Encore faut-il que des gens arrivent au pouvoir pour le construire. La réélection de Giscard serait une catastrophe. Dans les milieux du cinéma, de la création en général, que je connais bien, il y a d'abord beaucoup de chômage. Mais, surtout, le cinéma se trouve entre les mains de margoulins profiteurs lancés dans une course éperdue au profit. Un seul exemple : un très grand nombre de films nous arrivent du monde entier. Les directeurs de salles se fichent complètement de leur qualité. Leur seule préoccupation est que leurs salles soient pleines.*

» L'art est un commerce. Il faudrait repenser une certaine politique de l'art. Il faut se battre pour que des choses existent en dehors de l'obsession de gagner de l'argent. »

Tout commence le 11 mai

D'après lui, sept acteurs sur dix vont voter socialiste. Même si, dans leur ensemble, ils ne s'engagent pas publiquement. « *Certains ont critiqué ma participation au comité de soutien à François Mitterrand. Je ne prétends pas être un militant, je ne le serai sans doute jamais. Mais il m'a semblé que c'était la moindre des choses que j'accepte. Je ne peux pas être hypocrite. Je ne connais pas personnellement François Mitterrand, mais je le sens habité par une paix profonde, qui me plaît. Et puis le PS me paraît être le seul parti qui puisse organiser des débats un peu élevés sur le plan de la recherche et de la création. Ce qu'il faudrait, c'est que les créateurs et les artistes, mais pas seulement les intellectuels, de toutes les disciplines se rencontrent de temps en temps pour des échanges et une connaissance réciproque du travail des autres.* »

Nous sortons. Demain, à nouveau, tournage tôt le matin, puis le théâtre. Jusqu'en juin. « *Gagner? Je le souhaite complètement. Et c'est le 11 mai au matin que tout commencera. Quelle charge pour François Mitterrand et son équipe. Mais quel mouvement aussi!* »

G.T.

Dimanche: plus de 30 millions d'électeurs

Comment vous voterez

DIMANCHE 26 avril: premier tour de l'élection présidentielle. Près de 37 millions de citoyens âgés de dix-huit ans et plus sont inscrits sur les listes électorales. Selon l'INSEE et sur la base du recensement de 1975, le pourcentage de la population en âge de voter non-inscrite sur les listes dépasse 7 %.

Traditionnellement, le taux de participation des électeurs à l'élection présidentielle est élevé. En 1974, il n'y a eu que 15,8 % d'abstentions au premier tour et 12,7 % seulement au second. Si cette tendance devait se confirmer, c'est environ 31 millions d'électeurs qui se rendraient aux urnes dimanche.

Dans la plupart des communes, le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Cependant, les préfets pourront prendre des arrêtés modifiant ces horaires pour faciliter aux électeurs l'exercice du droit de vote. A Paris, le scrutin sera clos à 20 heures.

Pour voter, on doit se présenter au bureau de vote de la localité où l'on est inscrit. La carte d'électeur n'est pas indispensable, mais l'on doit se munir de papiers d'identité. Le vote par correspondance a été supprimé, seul subsiste le vote par procuration: il consiste, pour un électeur, à se faire représenter le jour du scrutin par un électeur de son choix inscrit dans la même commune que lui. La procuration est établie par un acte dressé devant le juge du tribunal d'instance ou devant un officier de police judiciaire. Un même mandataire ne peut disposer de plus de 5 procurations, dont 2 au plus établies en France.

Les bulletins de vote, fournis par l'administration, sont d'un modèle uniforme pour tous les candidats et ne comportent que le nom et le prénom du candidat. Le dépouillement est fait dans chaque bureau immédiatement après la clôture du scrutin. La commission départementale de recensement qui siège au chef-lieu totalise les votes, le recensement général des votes est effectué au Conseil constitutionnel, lequel proclame le résultat définitif de l'élection le mercredi suivant le premier tour et dans les dix jours après le deuxième tour.

C. P.



Spécial P.S.

Réunions publiques

• *Jeudi 23 avril.* — **Paris** (devant la Salpêtrière) : Edwige Avice.

• *Vendredi 24 avril.* — **Verdun-sur-Garonne** (Golfech), puis **Toulouse :** François Mitterrand en compagnie de Lionel Jospin et de Pierre Mauroy ; **Vernouillet :** Jacques Moreau ; **Chasse-sur-Rhône** (Isère) à 18 heures, puis **Bollène** (Vaucluse) à 20 h 30 : Louis Mermaz ; **Dreux :** Françoise Gaspard ; **Vitry-le-François** (Marne) : Christiane Mora ; **Saint-Médard,** Cécile Goldet ; **Tournon :** Yvette Roudy ; **Beaurepaire :** Christian Nucci sur le thème « *Vaincre la droite* » ; **Bois-Colombes :** Roger Farjadie ; **Saint-Germain-du-Bois :** Pierre Joxe ; **Vaulx-en-Vexin :** Jean Poperen ; **Monceau-les-Mines :** Claude Germon ; **Villeneuve-le-Roi :** Pierre Carassus ; **Barentin** (Seine-Maritime) : Michel de la Fournière.

• *Vendredi 24 avril.* — **Grand jury de RTL :** François Mitterrand, à 20 h 30 ; **France Inter :** Lionel Jospin, à 7 h 50.

Une question de Charles Hernu à propos des présidentielles

CHARLES HERNU, député socialiste, conseiller de François Mitterrand pour la Défense nationale, demande dans une question écrite au minister de la Défense « *s'il est exact que des unités des différentes armées s'apprêteraient à participer à des manœuvres ou à des exercices dits de routine pendant les deux journées des deux tours de l'élection présidentielle, empêchant ainsi les militaires de carrière et du contingent impliqués dans ces mouvements d'accomplir leur devoir de citoyen ?* »

Il demande en conclusion si l'on a pris « *la précaution d'utiliser la procédure des votes par procuration ?* »

De nombreux soldats se sont en effet plaints, comme à Vernon, de complications survenues pour l'application de la procédure de vote par procuration.

Par ailleurs le Comité droits et libertés dans l'institution militaire, sous l'égide de la Ligue des droits de l'homme proteste contre le fait « *qu'une centaine de jeunes soldats font actuellement l'objet de sanctions de quelques jours d'arrêts simples à 60 jours et emprisonnement pour avoir signé un texte en faveur de la gauche à l'occasion des élections, (alors que) des officiers supérieurs soutiennent ouvertement des candidats de la majorité !..* »

Philippe LERAY

De gauche... ... à droite

Témoignage chrétien *pour Mitterrand*

L'hebdomadaire *Témoignage chrétien* prend position cette semaine en faveur de François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle. Dans un éditorial, Georges Montaron, son directeur, explique ainsi son choix : « *Il ne suffit pas au premier tour d'affirmer, avec Huguette Bouchardeau, qu'il faut préparer une société autogestionnaire, avec Arlette Laguiller, qu'un langage révolutionnaire peut être indispensable et positif au sein de la gauche. Il ne suffit pas que le PS fasse le plein de ses voix. Il faut encore que le candidat de la droite soit battu et, pour cela, que le candidat de la gauche fasse un score qui lui permette d'être présent au second tour. C'est pourquoi nous voterons dès le premier tour pour François Mitterrand.* »

Battre la droite à tout prix

Georges Marchais a déclaré mercredi à Issy-les-Moulineaux qu'il voulait « *battre Giscard* » et qu'il ne voulait pas qu'on laisse passer « *cette occasion de se débarrasser enfin de cet aristocrate méprisant et haineux* », après avoir réaffirmé que « *le chemin du changement est à notre portée* ». A propos de Jacques Chirac, il a déclaré : « *C'est un conte à dormir debout. Certains qui lui trouvaient, il y a quelques semaines, toutes les vertus, en font aujourd'hui le péril numéro un.* »

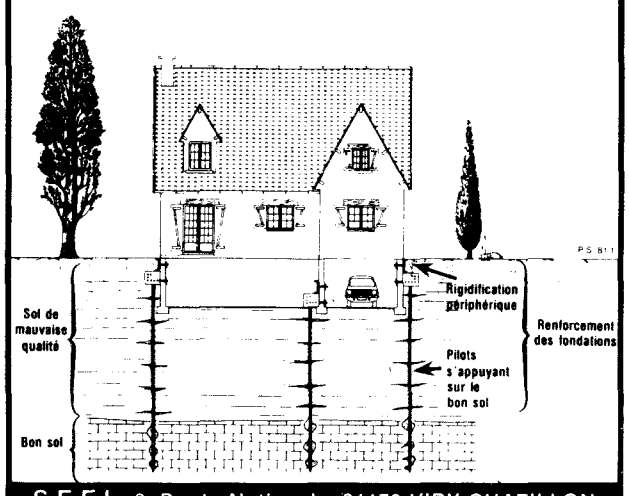
S.E.F.I. SONDAGES · ÉTANCHEMENTS FORAGES · INJECTIONS
LA TECHNIQUE DU SOL

Sondages de reconnaissance
Mécanique des sols
Injections d'étanchements
Remblayage de carrières - Puits de fondation
Parois berlinoises - Tirants d'ancrage

PROCÉDÉS SPÉCIAUX
Écrans armés
Pilots composites
Contreforts intégrés
Vis à terre

Renforcement de fondations d'immeubles, pavillons, monuments, ouvrages divers.

Exemple de procédé S.E.F.I.:
Renforcement des fondations d'un pavillon posé sur un sol de qualité insuffisante
(Pavillon présentant des désordres : Enfoncement local - Fissures importantes...)



S.E.F.I. 2, Route Nationale, 91170 VIRY CHATILLON
Tél. : (6) 996.96.96

DOSSIER



Le Japonais s'investit dans son travail pour valoriser : 1) son pays ; 2) lui-même ; 3) accessoirement sa famille. (Photo P. Zachmann/Rush)

Le Japon :

Ça devait arriver. Après le « miracle allemand », le « modèle suédois », voici le « concensus japonais » diffusé dans l'opinion par le CNPF. Les délégations de chefs d'entreprise se succèdent de Tokyo à Yokohama et reviennent plus enthousiastes les unes que les autres, pour vanter le salarié japonais qui s'identifie totalement au destin de « son » entreprise. au

Les yeux bridés du patronat français

LES rêveries du patronat français ont changé d'objet depuis quelque temps. Le modèle japonais a détrôné le modèle allemand. Littéralement fascinés par l'extraordinaire vitalité économique et l'admirable cohésion sociale nippones, nos chefs d'entreprise en viennent à oublier leur ancien paradis. Le « sérieux » allemand et la science du consensus pratiquée outre-Rhin, hier encore vénérés, semblent bien passés de mode.

Il est vrai que, par les temps qui courent, l'Allemagne fédérale ne fait plus figure de géant économique sans faiblesses. Et puis, se disent nos patrons, le système allemand c'est tout de même aussi la négociation permanente avec un puissant appareil syndical...

Tandis qu'au pays du Soleil-Levant, selon la rumeur qui bourdonne aux oreilles de nos chefs d'entreprise, la réussite économique naît d'une forte solidarité qui lie directement les salariés à leur entreprise. C'est François Ceyrac, président du CNPF, qui le disait à l'occasion de la dernière assemblée générale de son organisation : le succès japonais ne tient pas fondamentalement à son avance technologique mais *« à la cohésion des hommes au sein de l'entreprise et de l'ensemble de la société autour de ses entreprises »*.

Les « japoniaiseries » se multiplient ainsi à grande vitesse depuis quelques mois. Impossible désormais de lire un rapport patronal sans tomber sur un quelconque exemple de « ce qui se passe au Japon ». Plus de discours de dirigeants d'entreprise sans une gourmande référence extrême-orientale.

Cette obsession relève d'ailleurs tout autant de la crainte que de l'admiration. On connaît les ravages provoqués ici ou là par le dynamisme nippon à l'exportation. D'où l'interrogation lancinante qui habite les cervelles patronales : *« Comment font-ils ? »*

Edmond Maire : «Vous avez dit consensus?»

Les luttes sociales sont beaucoup plus âpres que ne le prétend le discours patronal

A l'invitation du plus grand syndicat japonais, Sohyo, une délégation de la CFDT, conduite par Edmond Maire, s'est rendue au Japon, au début du mois de mars. A son retour, Edmond Maire a déclaré que *« la démarche du patronat et des pouvoirs publics français, visant à présenter le Japon comme un modèle social dont il faudrait intégrer certains aspects, est inadmissible intellectuellement, fausse et dangereuse »*.

Le secrétaire général de la CFDT a fait remarquer que *« malgré une tradition historique et culturelle de plus forte acceptation de l'autorité qu'en France, le fameux consensus social n'existe pas pour autant »*. Ayant visité des grandes entreprises et des PME, il a estimé qu'il y a *« un large désaccord dans l'entreprise. Les agents de maîtrise et chefs de service ne sont jamais syndiqués. Dans l'esprit des salariés, il y a bien deux camps (1) »*.

D'ailleurs, selon Edmond Maire, *« la pression syndicale existe : licenciements, refus de promotions. Les contraintes dans les grandes entreprises sont telles que certains travailleurs les quittent pour retrouver plus de liberté ailleurs, malgré les bas salaires »*.

« Il y a un retard énorme dans la protection sociale (2) : pas de SMIC, des retraites légales extrêmement faibles ; il en va de même pour le minimum vieillesse. Il n'y a pas d'indemnisation du chômage et la protection en cas de maladie est faible. »

« Quand aux 70 % de travailleurs de PME, estime le secrétaire général de la CFDT, *ce sont de véritables journaliers, licenciables du jour au lendemain, obligés de travailler suivant les rythmes de production ; l'insécurité sociale est presque totale, et ils ont en moyenne dix jours de congés payés, au lieu de vingt dans les grandes entreprises. »*

« Toutefois, conclut Edmond Maire, *le patronat français devrait revoir ses méthodes commerciales, de gestion, d'utilisation des capacités des salariés, plutôt que de manipuler l'opinion française pour importer les aspect négatifs du modèle social japonais et appeler à la guerre économique. »*

Bernard Laponche, secrétaire confédéral au secteur international de la CFDT, qui accompagnait le secrétaire général, s'élève lui aussi contre l'attitude du patronat français appelant à la guerre économique. *« C'est dangereux et, de plus, hypocrite, car les pays occidentaux se sont longtemps comportés en concurrents féroces. Aujourd'hui, ils sont battus par plus forts qu'eux et ils s'indignent du chômage que provoque, en France, l'importation de produits bon marché. Ils ne se sont jamais demandé combien la France a coûté de chômeurs aux Africains. . »*

« La suffisance de certains chefs d'entreprise français débarquant au Japon avec leurs idées et leurs recettes toutes faites est étonnante, poursuit Bernard Laponche. *Ils n'ont rien compris au dynamisme des Japonais. »* Et de citer des chiffres significatifs : *« En France, l'investissement industriel productif a été de 10 % du PNB en 1979, de 13 % en Allemagne fédérale et d'environ 20 % au Japon. C'est la parfaite intégration de la trinité MITI (3) - banques - grands groupes industriels, qui permet cette mobilisation générale des salariés et cette efficacité qui fait si peur aux Occidentaux. Ce dynamisme économique est payé cher par les salariés et en particulier par les femmes. »*

En effet, si les salariés des grands groupes (30 % des salariés) sont relativement protégés, ceux des entreprises sous-traitantes le sont beaucoup moins : l'emploi est plus que précaire, il y a très peu de syndiqués, la retraite est faible. C'est aussi dans ces entreprises qu'il y a la plus forte proportion de femmes.

Cette précarité de l'emploi dans les PME sous-traitantes oblige le syndicat Sohyo à se battre âprement pour conquérir des droits reconnus depuis longtemps dans les grandes entreprises.

« Sohyo, conclut Bernard Laponche, *est le syndicat dont la CFDT se sent le plus proche. Les convergences se cristallisent sur deux axes :*

1. Le refus de l'acceptation de la guerre économique, qui retombe sur les travailleurs (augmentation des cadences, licenciements, etc.) ;

2. La lutte pour une nouvelle croissance, privilégiant l'amélioration de la qualité de la vie (logements moins exigus, meilleur environnement, davantage de loisirs), tournant le dos délibérément à la croissance de la productivité à tout crin des années 60 et 70. »

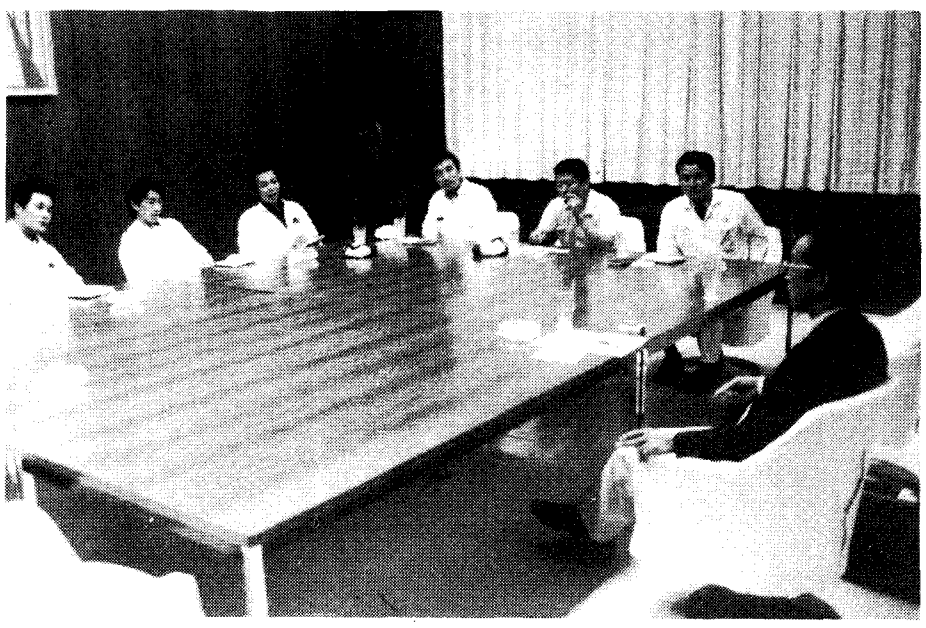
Selon Bernard Laponche, le Japon est arrivé à un plafond dans son développement. Et voilà qu'on lui demande un effort supplémentaire dans la conquête de nouveaux marchés, alors que sa population vieillit et que la natalité baisse. La tension sociale est très sensible et c'est dans ce climat que Sohyo durcit sa lutte.

Guy de FARAMOND

(1) Dans certaines entreprises, le patron place un mannequin à son effigie, sur lequel les salariés peuvent se défouler à coups de poing.

(2) Cela a été vrai pendant longtemps. Aujourd'hui, la protection sociale japonaise tend à se rapprocher de celle des pays occidentaux. Il n'y aurait plus que dix points d'écart avec le pourcentage des cotisations sociales françaises par rapport au PNB.

(3) MITI : superministère japonais de l'industrie, de l'exportation et de la recherche.



Les relations sociales : tendues sous un masque souriant. (Photo P. Zachmann/Rush)

Les Japonais ont réponse à tout

Le CNPF organise-t-il ses assises nationales (à Strasbourg en octobre 1980) sur le stimulant thème de l'innovation ? Le Japon lui montre la voie à suivre. Ce pays a réussi la prouesse de *« mettre de la pointe »* (entendez innover technologiquement) dans les industries traditionnelles, explique avec admiration Jean Chenevier, PDG de BP France, qui présidait la grande manifestation patronale. Résultat : au hit-parade mondial de l'innovation, le Japon se prépare à prendre la tête, si l'on en croit Bernard Delapalme, délégué général à l'innovation. Les patrons français se promettent de retenir la leçon : leurs assises concluent à la mise en œuvre d'une *« stratégie tous azimuts »* de l'innovation. En clair, celle-ci ne devra pas être réservée aux secteurs dits de pointe.

Les patrons s'interrogent-ils sur les gains de productivité qui peuvent être tirés d'une meilleure expression des salariés sur leur propre travail ? Leurs yeux se tournent immédiatement vers ces ouvriers japonais qui rivalisent d'ingéniosité pour améliorer, à leur échelle, le processus de production. Une multitude de petites inventions génératrices de sérieux gains de productivité naissent ainsi de la base. Dans une usine de matériel électronique de 3 000 personnes, chaque salarié aurait suggéré en moyenne 120 idées en 1979. Partout dans l'industrie nippone, des collectifs de salariés assurent un « contrôle total de qualité ». Des « cercles de qualité » fonctionnent dans toutes les entreprises : à Nippon Steel, sur 50 000 salariés, il y a 7 700 « cercles de qualité ». Non seulement ils examinent scrupuleusement les méthodes de production et la conception du produit, mais ils surveillent

mode ou modèle?

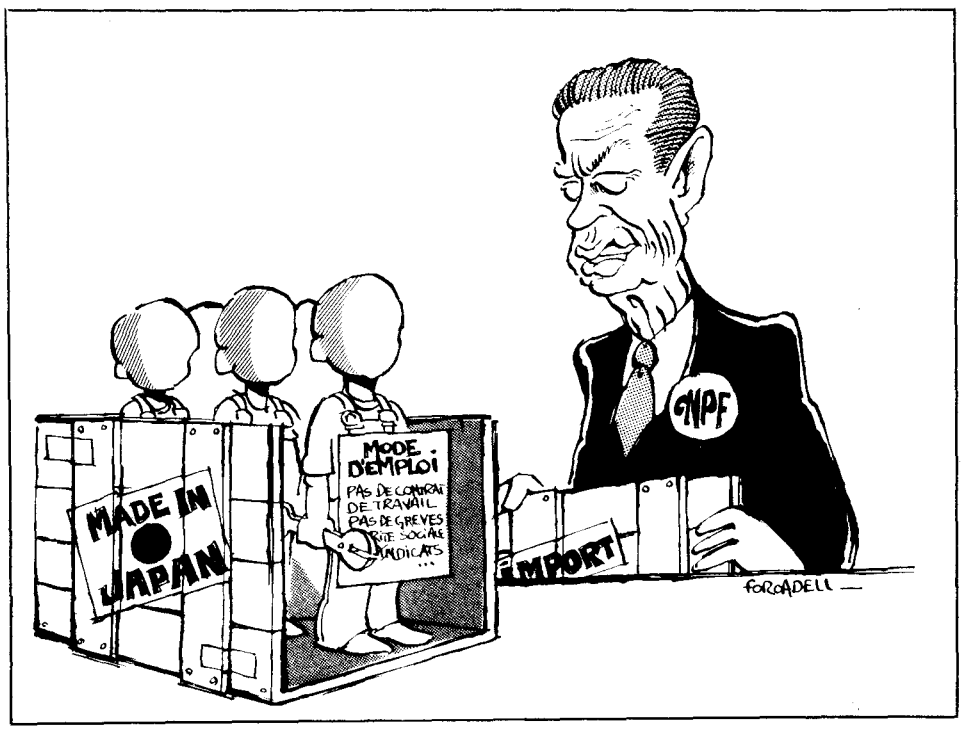


point de passer ses soirées avec « ses » collègues pour tenter d'améliorer la qualité de « ses » produits.

Certes, il y a beaucoup de vrai dans le discours patronal sur le sens de l'organisation, le processus de prise de la décision et le « rouleau compresseur » de l'application.

Mais on oublie un peu que ce dynamisme économique est payé cher par les salariés, surtout par ceux des entreprises sous-traitantes, aux emplois précaires, et en particulier par les femmes. Les observations d'une délégation de la CFDT, récemment rentrée du Japon, nuancent les propos un peu trop idylliques du discours patronal.

G.F.



l'état moral du personnel et son niveau d'absentéisme. De plus, les Japonais travailleraient plus que nous: 2 000 heures par an dans les grandes entreprises (2 200 dans les PME), alors que nous ne trimons que 1 856 heures.

Les problèmes du réemploi sont-ils à l'étude dans les cercles patronaux? Hervé Serieyx, un des dirigeants d'Eurequip, qui a dirigé un groupe de travail sur cette question, à la demande du CNPF, vante le comportement des grandes entreprises japonaises. Mitsubichi, Hitachi ou Nippon Steel, rapporte-t-il, dégagent d'importants moyens pour assurer le réemploi de leurs salariés menacés: plus de 15 personnes au siège de la firme et 5 à 10 dans chaque usine.

Peu de congés

Dernière occasion de fascination japonaise à partir de Paris: l'enviable souplesse d'adaptation dont fait preuve l'industrie de ce pays.

Alain Chevalier, président de la commission économique du CNPF, n'en finit pas de raconter la merveilleuse histoire de l'industrie agro-alimentaire nippone. Economiquement sur le déclin, des entreprises traditionnelles de ce secteur ont eu l'audace de se lancer vers 1965 dans la microbiologie. Avec, il est vrai, un appui substantiel de la part de l'Etat. Cette reconversion fut un succès. La microbiologie, industrie porteuse d'avenir s'il en est, rassemble aujourd'hui 12 000 ingénieurs et techniciens, soit un peu plus que l'industrie automobile française, précise avec envie Alain Chevalier.

Si l'on ajoute à tout cela l'image mythique du travailleur japonais assimilant totalement son épanouissement personnel à l'augmentation des parts de marché de sa société, on comprend l'enthousiasme de nos patrons. D'autant plus que cette vision idyllique n'est pas complètement dénuée de fondement. Les délégations de chefs d'entreprise français qui se succèdent au Japon découvrent un climat social qui ne peut que susciter leur jalousie.

D'abord, un taux d'absentéisme très faible: 2 % contre quelque 8 % en France. Un chiffre est symptomatique de l'attachement des Nippons à leur travail: selon le ministère du Travail, les salariés n'utilisent en moyenne que 61 % du temps de vacances auquel ils ont droit. D'autre part, malgré la rituelle offensive syndicale du printemps, le patronat japonais peut se vanter de relations sociales satisfaisantes: faible turn-over et un nombre de journées perdues pour cause de grève proportionnellement inférieur de près du dixième à ce qu'il est en France. *(Voir ci-contre la position de la CFDT.)*

Allons-nous être mangés à la sauce japonaise

Le patronat français s'apprête-t-il donc à appliquer les recettes japonaises? Il s'en défend et declare refuser, lui aussi, le copiage de tout modèle étranger. Projet qui serait, au demeurant, bien peu realiste étant donné les nombreuses spécificités du système japonais.

Tout d'abord, les particularités socio-culturelles des Japonais comptent pour beaucoup dans leur attachement au travail. La société japonaise hérite d'une réelle tradition égalitaire. Les différences de revenus y sont nettement moins accentuées que dans la plupart des pays développés. Il s'ensuit une conscience d'appartenance de groupe encore renforcée par un modèle original de résolution des conflits professionnels basé sur le compromis.

L'origine de l'étonnant investissement des Japonais dans leur travail ne doit toutefois pas être idéalisée. La satisfaction éprouvée dans la vie d'entreprise n'est pas sans lien avec l'insatisfaction que ressentent les Japonais à l'égard de leurs loisirs. Car la qualité de leur temps libre est fortement compromise par une criante insuffisance d'infrastructures dans un pays où l'espace est si rare.

Le « modèle japonais » repose encore sur un autre pilier, lui aussi difficilement exportable: le dogme de l'emploi à vie au sein d'une même entreprise. Après un ébranlement à la fin des années 60, principalement du fait des jeunes, ce système s'est à nouveau renforcé lorsque la crise économique est apparue. Qui plus est, l'entreprise japonaise ne se contente pas d'employer ses salariés de leurs débuts professionnels à leur retraite. Elle les forme tout au long de leur carrière, ce qui permet d'ailleurs d'importantes reconversions à l'intérieur de la même société. On est loin de la nette séparation qui existe en France entre le système éducatif et le monde économique...

Et que dire de l'originalité du syndicalisme japonais par rapport au nôtre! Profondément conscients de partager le sort de leur entreprise, les syndiqués nippons se refusent à recourir à la grève en dehors de la période de renégociation contractuelle. Car ils craignent qu'un arrêt de travail isolé ne fasse perdre des parts de marché à leur compagnie.

Les patrons français prêts à l'art du compromis?

Ses quelques caractéristiques, parmi d'autres, du système socio-économique japonais font douter des chances de son acclimatation sur notre sol. D'autant plus que certains de ses traits ne sont guère de nature à susciter l'enthousiasme immédiat du patronat français.

L'art du compromis avec la base pour la prise de décision, dans lequel excellent les Japonais, aurait quelque mal à être pratiqué par nombre d'entreprises françaises fidèles aux bonnes vieilles méthodes de commandement de type militaire. Comme le remarquait un de nos chefs d'entreprise de retour d'Extrême-Orient, il faut prendre le risque de faire davantage confiance à ses subordonnés si l'on souhaite qu'ils prennent des initiatives. L'innovation à la base est à ce prix. Nos patrons sont-ils prêts à le payer?

Un modèle ou une mode?

La principale contradiction du discours patronal est toutefois ailleurs. Curieusement, elle a été relevée par le responssable d'une organisation patronale, il est vrai un peu marginale, Bernard Boisson, président du Centre des jeunes dirigeants. Car d'un côté le CNPF explique, avec justesse, la force des Japonais par leur talent à l'innovation et la qualité de leurs relations sociales. Mais, de l'autre, le patronat défend quotidiennement une conception fort étroite de la compétitivité presque entièrement fondée sur le niveau des salaires. Ce qui est, pour le moins, incohérent.

D'où une interrogation: n'y a-t-il pas bien plus une mode japonaise qu'un véritable modèle japonais dont nos patrons parviendraient à tirer des leçons? On ne peut qu'être frappé par la distance qui sépare l'audace, voire l'ouverture d'esprit, du raisonnement patronal lorsqu'il porte son attention sur des pays étrangers de sa timidité intellectuelle lorsqu'il s'agit de la France.

Au-delà des discours et des rapports, il est bien probable que l'engouement japonais de nos dirigeants n'aura guère plus de conséquences pratiques que n'en a exercé sur eux le « modèle allemand » ou le « modèle suédois ».

Paul LEDRACOL

Des syndicats très politisés

Population : 116 millions.
Population active : 55 millions.
Chômeurs officiellement recensés : 1 million.
Salariés : 39 millions, dont 26 millions d'hommes.
Syndiqués : 12,5 millions (32 %).

Les syndicats maisons jouent un rôle primordial. Ce sont eux qui négocient avec la direction, chaque printemps, sur les salaires et les conditions de travail. La plupart d'entre eux sont affiliés à une fédération de branche, elle-même affiliée à une des trois grandes confédérations nationales.

Grands syndicats

1) SOHYO : 4,5 millions d'adhérents.

Tendance : socialiste, très engagé dans les luttes politiques.

Aux élections de 1972, sur 118 députés socialistes, 58 venaient de Sohyo.

Adhérents : 67 % dans le secteur public (chemins de fer, postes, agents régionaux et municipaux, enseignants), plus des fédérations privées dont la plus importante est celle de la sidérurgie.

Sohyo poursuit une lutte politique et syndicale. Très engagé pour le désarmement. Soutient activement Solidarité en Pologne. N'est affilié à aucune organisation syndicale mondiale, comme l'est la CFDT.

Sohyo a également une structure régionale interprofessionnelle.

Particularités : a) Il a d'autant plus de mal à se battre pour ses adhérents que le droit de grève n'existe pas dans le secteur public.

b) C'est un syndicat hétérogène, puisqu'il comprend des agents du secteur public, des salariés de PME et des salariés du secteur privé. Il s'efforce de rassembler tous ces salariés.

2) DOMEIL : 2,2 millions d'adhérents.

Tendance : soutient le parti social-démocrate (centriste).

Adhérents : 90 % d'entre eux sont dans le secteur privé.

Préconise le progrès, la productivité, la promotion interne. Coopère avec le patronat dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Tout sépare Domeil de Sohyo.

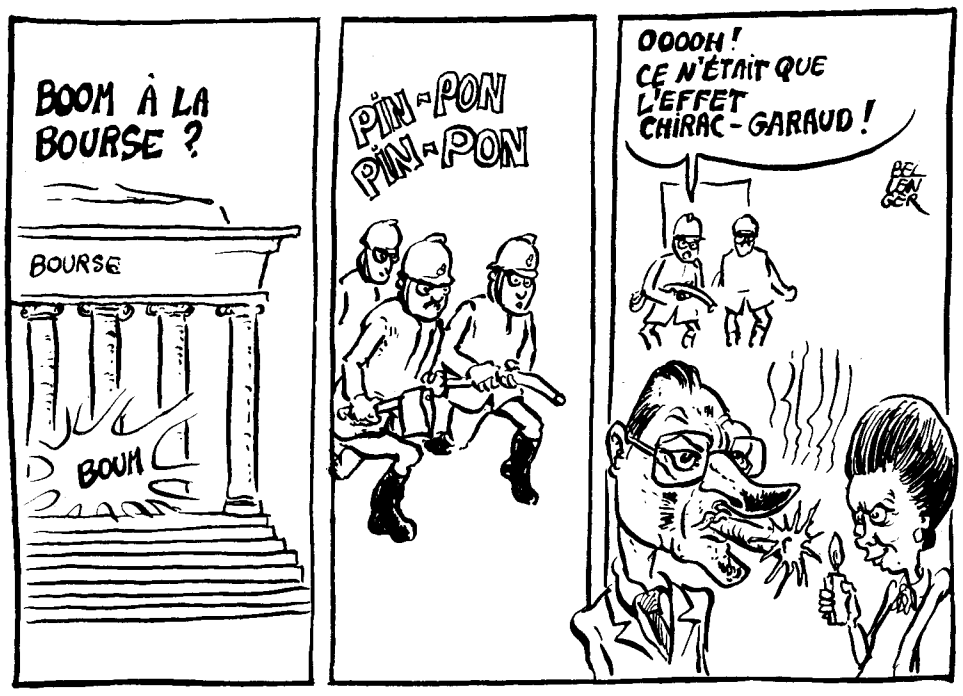
3) CHOURITSUROREN : 1,4 million d'adhérents.

La totalité des adhérents travaille dans le secteur privé.

Il s'agit d'un bureau de coordination de diverses fédérations, dont le principal objectif est l'unification du mouvement syndical.

G. F.

Bourse : l'intox chiraquienne a bien fonctionné



LES boursiers ont, pour la première fois, pris position avant l'élection présidentielle. Mercredi 22 avril, la Bourse de Paris a en effet enregistré un fort mouvement de hausse. Les rumeurs qui circulaient autour de la corbeille sur le désistement de Marie-France Garaud en faveur de Jacques Chirac ont provoqué un bond des valeurs françaises (+ 2,5 % en moyenne). Une cinquantaine d'entre elles ont même gagné entre 3 et 9 %.

Mais les effets de l'intox sont généralement de courte durée. Marie-France Garaud ira jusqu'au bout. Quant à la prétendue déclaration « *importante* » de Chirac, elle n'aura été, en fait, qu'un « *pétard mouillé* ».

Jusqu'à cette séance de mercredi, le Palais Brongniart avait montré une grande sérénité. Les rumeurs alarmistes, selon lesquelles des capitaux auraient pris le chemin de l'étranger, n'ont, jusqu'à présent, pas troublé la sérénité des agents de change. Sur le marché des devises, c'est la bonace. Le franc français n'a enregistré que des variations infimes.

L'atmosphère de panique qui avait précédé les élections législatives de 1978 n'existe pas. Il suffit d'ailleurs de consulter les chiffres. L'indice de la Compagnie des agents de change, qui a terminé la semaine dernière à 108,2, était descendu il y a trois ans, au moment de la bataille électorale, jusqu'à 54,1. L'un de ses plus bas niveaux depuis sa création en 1961. Ceux qui avaient joué à la baisse à cette époque s'en sont mordu les doigts, et peut-être n'ont-ils pas oublié la leçon. Assurément, on est aujourd'hui fort loin du niveau record atteint à l'automne de l'an dernier (l'indice avait coté 120,8), mais la baisse des mois suivants n'a aucun rapport avec la conjoncture politique.

Certes, la victoire du candidat socialiste n'est pas envisagée de gaieté de cœur par la Bourse, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais, pour le moment, on se persuade que, quel que soit le résultat des élections on va vers un changement de politique économique dans le sens d'une réanimation des affaires, et donc des cours. Entre les deux tours, l'atmosphère pourrait devenir subitement beaucoup plus « dramatique »...

Sur les marchés des changes, les positions sont plus subtiles : la haute tenue du dollar continuant à masquer la misère d'un franc fortement érodé par l'inflation, on fait semblant de rien, mais on n'en pense pas moins. Et, par exemple, à un réaménagement des parités entre monnaies européennes, qui faciliterait la vie au franc belge, toujours au plus bas, mais aussi au franc français. L'idéal serait que les Allemands acceptent une petite réévaluation.

Car, quelles que soient les enjolivures dont l'actuel gouvernement essaie d'orner la réalité, celle-ci reste que l'inflation est deux fois plus grande en France qu'en Allemagne fédérale.

Le préfet des Landes s'oppose aux élus socialistes

Le conseil général aura-t-il son fonds d'équipement des communes?

Avant le 15 mai, le Conseil d'Etat devra dire si le conseil général des Landes avait le droit de créer un fonds d'équipement des communes (FEC) à l'image de ceux qui existent dans sept départements, ou si le ministre de l'Intérieur a eu raison d'annuler cette décision, à la demande de son très zélé préfet à Mont-de-Marsan — auquel cas les FEC, dont certains fonctionnent depuis huit ans, seraient illégaux.

Encore un exemple ubuesque de la volonté du gouvernement de ne pas céder une parcelle de son pouvoir, ni voire de l'étendre (*Combat socialiste* du 14 avril).

Pour informer l'opinion et mettre le pouvoir au pied du mur, Henri Scognamiglio, président du conseil général des Landes, tient une conférence de presse jeudi 23 avril.

AUJOURD'HUI, les subventions accordées aux communes par le conseil général pour les bâtiments scolaires (réparations et aménagement), les travaux d'édilité communale et les équipements sportifs et socio-culturels sont votés par le conseil général et répartis par le département sous le contrôle du préfet.

Ce que les conseillers généraux reprochent à ce processus, c'est que la répartition se fait par « saupoudrage » et sans que les conseillers généraux ne puissent intervenir. Or, dans sept départements, dont la Nièvre, le Lot et la Gironde, existe depuis deux à trois ans un fonds d'équipement des communes (FEC) fonctionnant de la façon suivante :

1. Chaque année, le conseil général vote une enveloppe globale, qui est ensuite répartie entre les cantons en fonction de divers critères (population, nombre de communes, imposition) ;

2. Pour chaque canton, une commission, composée des maires, placée *sous la présidence de leur conseiller général,* établit chaque année une liste de projets à subventionner dans le cadre de l'enveloppe impartie ;

3. Les projets retenus sont adressés au préfet, qui les transmet à la commission départementale pour décision de financement.

Les objectifs recherchés sont doubles : d'une part, développer le sens des responsabilités des élus locaux et faire appel à l'esprit de solidarité et de concertation pour les *communes d'un même canton* ; d'autre part, veiller à ce que les maires aient la maîtrise réelle de la programmation de leurs travaux d'équipement.

Ces préoccupations répondent bien à celle des socialistes, qui luttent depuis plusieurs années pour que les élus locaux aient davantage de pouvoirs et les *moyens de les assumer.*

A l'initiative des élus socialistes, le Conseil général des Landes a donc décidé le 7 janvier de créer un FEC à l'exemple de ce qui avait été fait ailleurs. C'était compter sans le zèle de Jean Anciaux, préfet des Landes, qui se veut un défenseur intransigeant du pouvoir central.

A sa demande, le premier ministre, après avis du Conseil d'Etat, annule le 25 février la délibération du conseil général ayant créé le FEC. Réagissant vigoureusement, le conseil général, réuni le 25 mars en session extraordinaire, décide d'adopter pour son FEC un règlement rigoureusement identique à celui de la Gironde, qui avait été signé en son temps, par le préfet de la région Aquitaine.

Le 3 avril, le préfet des Landes demande à nouveau au ministre de l'Intérieur d'annuler la délibération du conseil général du 25 mars. L'affaire est actuellement entre les mains du Conseil d'Etat. S'il confirme sa décision de février, les FEC existants doivent logiquement être considérés comme illégaux. Sinon, il faudra bien qu'il se déjuge.

Guy de FARAMOND

• **Nigeria Airways** a passé commande de quatre Airbus A-310 et pris des options sur quatre appareils supplémentaires, vient d'annoncer Airbus Industrie. Avec ce contrat, signé le 17 avril à Lagos, Airbus Industrie atteint le seuil de 40 clients et de 469 avions mis en vente (315 commandes fermes et 154 options). Nigeria Airways recevra les deux premiers appareils à l'automne 1983.

La Bourse a volé

UNE rumeur : Marie-France Garaud va se désister en faveur de Chirac. Un coup publicitaire : Chirac prétend qu'il est en passe de devancer François Mitterrand au premier tour et il bâtit un scénario où seuls lui-même et Giscard d'Estaing seraient présents au second tour.

Et voilà qu'aussitôt la Bourse monte ; la fine fleur des puissances financières respire : du même coup elle désigne le seul adversaire qu'elle craint : François Mitterrand.

On ne saurait mieux illustrer que pour la droite, Chirac et Giscard c'est la même chose : c'est la garantie que quelques-uns, détenteurs d'énormes capitaux, pourront accumuler d'immenses profits sur le dos de ceux qui produisent réellement les richesses ; c'est l'assurance qu'ils pourront échanger entre eux et même brader à l'étranger la propriété des entreprises sans même que les travailleurs en soient informés.

François Mitterrand est sans aucun doute celui qu'ils haïssent le plus et depuis longtemps : car lui, il représente ceux qui produisent, qui sont exploités, qui sont mis au chômage et à qui on ne demande pas leur avis pour brader une entreprise ou la fermer. Ils le haïssent car lui, François Mitterrand, a su rassembler les couches populaires dont il incarne l'aspiration à la justice sociale, à la démocratie dans l'entreprise, à de nouvelles libertés et à l'indépendance nationale. Ils le haïssent car, après tant d'années d'efforts constants, sans jamais dévier de la route, il est à même aujourd'hui de battre les candidats des forces de l'argent.

Quel aveu plus clair que le mouvement financier d'hier !

Certains citoyens hésitaient encore... « Et si François Mitterrand avait viré à droite ? » *une si longue campagne anti-socialiste laisse incontestablement des traces.*

Mais la droite, elle, n'hésite pas ; elle ne s'est pas trompée. C'est bien François Mitterrand qui est son seul adversaire, capable de mettre un terme au pouvoir d'une infime minorité de privilégiés qui exploite la France.

Dans un combat politique aussi décisif, la gauche doit être encore plus déterminée que la droite ; elle ne doit pas disperser ses voix mais faire bloc dès le premier tour sur le nom de François Mitterrand. C'est le premier acte du changement.

Claude GERMON

Debussy entre à la banque

DEUX nouveaux billets : une coupure de 20 francs et une de 200 francs, vont être prochainement mis en circulation par la Banque de France. Le premier sera à l'effigie de Debussy et devrait être sensiblement de la même taille que celui de 10 francs. Par contre, celui de 200 francs n'est encore qu'à l'état de projet. Cette coupure, à l'effigie de Montesquieu, ne devrait pas être émise avant l'an prochain, et serait de la même taille que celle de 100 francs, ce qui permettrait notamment son utilisation dans les distributeurs automatiques.

Actuellement, les billets les plus répandus sont ceux de 100 francs : fin 1980, il y en avaient 827 millions en circulation, contre 108 millions pour ceux de 500 francs, et 101 millions pour ceux de 50 francs.

Les 211 millions de billets de 10 francs sont remplacés au fur et à mesure par des pièces en alliage.

EXCLUSIF

Lionel Jospin, premier secrétaire du PS:

«L'Europe a besoin du désarmement pour briser la logique de Yalta»

A la veille de l'élection présidentielle du 26 avril, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, aborde dans un entretien exclusif à *Combat socialiste* cinq aspects essentiels de l'actualité internationale : le Proche-Orient, la Pologne, El Salvador, les rapports Nord-Sud et l'Europe des Dix face aux deux super-Grands.

1. Comment analysez-vous la situation au Liban? Quel rôle peut et doit jouer la France pour ramener la paix au Proche-Orient?

Longtemps terre d'équilibre et de tolérance, le Liban a été un exemple au Proche-Orient. Cet équilibre fragile a été rompu sous les coups de boutoir d'un conflit dont les grandes puissances font le lieu privilégié de leur confrontation et où plusieurs pays de la région mesurent leurs forces respectives.

Tant que le dialogue direct entre les communautés libanaises, dans le respect de l'Etat libanais et de son intégrité, ne sera pas restauré, les conditions d'un retour de la paix au Liban ne seront pas réunies. La France se doit d'agir dans ce sens, en refusant toute ingérence et en s'assurant que toute médiation internationale a l'aval des autorités légitimes de l'Etat libanais.

Au-delà du Liban, la même méthode doit être privilégiée. C'est parce que Israël et l'Egypte établissaient un dialogue direct pour faire la paix, eux qui s'étaient fait la guerre, que nous avons apporté notre soutien aux accords de Camp David. Mais pour que la paix s'établisse durablement, il faut que tous les belligérants actuels acceptent de négocier entre eux. Hors de la reconnaissance des uns par les autres, il n'y aura pas de solution stable : reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël, dans des frontières sûres et reconnues, reconnaissance du droit du peuple palestinien à une patrie.

De plus en plus d'hommes et de femmes, au Proche-Orient, et des courants politiques importants prennent conscience de cette double nécessité. Des intérêts puissants tentent d'y faire obstacle. Ce ne sont pas ceux des peuples directement concernés.

2. L'opinion publique suit avec émotion les événements qui se déroulent depuis quelques mois à Varsovie. Que faire pour la Pologne?

Quand un peuple se lève pour affirmer sa volonté de prendre en main son propre destin, quelle force, quel espoir pour tous les peuples du monde! Mais aussi quelle terrible mise en cause, pour un régime qui se dit ouvrier, que d'avoir toute la classe ouvrière unie pour lui signifier son échec. Echec économique, mais aussi échec social et politique! Si certains gardaient des illusions quant au caractère véritablement socialiste des pays de l'Est, les travailleurs polonais ont dû leur ouvrir les yeux...

Aujourd'hui, la tentation existe de mettre un terme aux efforts des Polonais pour réaliser, sur la base des syndicats indépendants, un nouvel équilibre social en Pologne. Mais le plus grand obstacle à cette tentation, c'est le prix que les Polonais eux-mêmes feraient payer à celui ou à ceux qui s'y risqueraient. Mettre un policier ou un soldat derrière chaque citoyen n'est pas chose aisée.

Il nous appartient, à nous, de tout faire pour aider aujourd'hui ceux qui, en Pologne, œuvrent à la réalisation de compromis respectant l'aspiration de liberté et de responsabilité des travailleurs polonais. Aider économiquement la Pologne, c'est faire œuvre de solidarité. Mais il y a aussi à faire comprendre aux forces rétrogrades — dirais-je réactionnaires — qui s'opposent au renouveau que le coût à payer serait doublé d'une facture internationale, en termes politiques et en termes économiques.

Ne touchez pas à la Pologne nouvelle! Il y va de la détente en Europe.



Les manœuvres du Pacte de Varsovie ont inquiété l'opinion publique internationale. (Photo Interpress/Sygma)

3. Comment interprétez-vous la politique étrangère du président Ronald Reagan? Quelles conséquences peut-elle avoir pour l'Europe? Croyez-vous que, dans le cas d'El Salvador, cette politique de fermeté soit un danger pour la paix?

Aujourd'hui, les Etats-Unis aujourd'hui tentent, me semble-t-il, de démontrer qu'ils restent une grande puissance et qu'ils sont capables de redonner à leur politique extérieure une plus grande cohérence face à l'URSS. Mais je ne crois pas qu'ils aient pris les bons moyens.

L'attitude de fermeté à l'égard de l'URSS n'est pas une fin en soi. Ce qui m'intéresse, ce sont les principes que l'on défend, les objectifs que l'on se fixe. Le refus de la discussion ou, un jour, la reprise du dialogue n'ont pas à être décidés par-dessus la tête des peuples européens et contre les peuples du tiers monde.

Le malheur, c'est que les Etats-Unis pensent que c'est aussi sur le dos des peuples du tiers monde en général, et de l'Amérique latine en particulier, qu'ils vont faire la preuve de leur force nouvelle.

De ce point de vue, la politique interventionniste à El Salvador est inacceptable et dangereuse. Le peuple salvadorien cherche d'abord à combattre les injustices, les inégalités, la répression qu'il subit; il aspire à la démocratie, au mieux-être et à l'indépendance. Ou les Etats-Unis sont capables de comprendre ces aspirations qui animent le tiers monde, ou ils les nient au nom d'une vision géostratégique dépassée. Une telle approche ne pourra que contribuer à l'accroissement des tensions internationales, donc rendre plus difficile la paix. A terme, cela affaiblira, d'ailleurs, les Etats-Unis. Si François Mitterrand est élu, nous proposerons à l'Europe des initiatives.



Depuis un an, plus de 10 000 assassinats politiques à El Salvador. (Photo Christian Poreda/Atelier)

4. Le dialogue Nord-Sud est-il rendu plus difficile par le regain de tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique? Quel rôle peut jouer la France, et avec elle l'Europe, en faveur d'un nouvel ordre économique international?

Le dialogue Nord-Sud sera plus difficile peut-être, plus nécessaire assurément. Dans le tiers monde des pays surgissent, dont le poids sur la scène internationale s'affirme. Je pense, par exemple, au Mexique, au Brésil, à l'Algérie, au Nigeria, à l'Egypte, à l'Indonésie et, bien sûr, à la Chine. Ils sont à l'initiative de relations directes entre pays du Sud. Nous devons accompagner ce mouvement par des démarches pour relancer le dialogue Nord-Sud. Cela me paraît essentiel.

Ce dialogue suppose que les pays industrialisés s'engagent. Il ne suffit plus de prononcer de bonnes paroles quand, chaque année, cinquante millions d'êtres humains meurent de faim, quand huit cent millions vivent au-dessous du minimum vital. Moratoire de la dette des pays les plus pauvres, réforme du système monétaire international, stabilisation des cours des matières premières, politique de coopération visant d'abord au développement de l'agriculture vivrière, industrialisation tournée vers le marché intérieur plutôt que vers l'exportation : de grandes décisions sont nécessaires, et de façon urgente.

La France peut entraîner l'Europe dans ce nouveau type de relations avec le tiers monde. C'est notre chance commune de créer une communauté internationale plus juste et plus équitable. Ce l'Europe apparaît comme un pôle créateur d'un nouveau modèle de développement et de société face aux Grands, ou elle perd la partie face à leur poids militaire, stratégique et économique.

5. Comment concevez-vous l'indépendance et la sécurité de l'Europe des Dix entre les deux super-Grands?

La sécurité de l'Europe des Dix passe, ne l'oublions pas, par l'expansion économique, base de son indépendance, et par le progrès social, base de sa stabilité. Au-delà, par sa capacité à établir des relations équilibrées avec le tiers monde et à affirmer son autonomie face aux grandes puissances. La force des armées vient après, du moins tant que la dissuasion subsiste. D'ailleurs, de ce point de vue, la France a sa propre force.

Autre élément fondamental de la sécurité de l'Europe : le désarmement. Celui-ci suppose la confiance et la détente. Les deux Grands doivent faire la preuve qu'ils n'attentent pas à la liberté des peuples et qu'ils ne privilégient pas la course aux armements. D'où notre condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan et de l'aide américaine à la politique de terreur à El Salvador. D'où notre mot d'ordre: *« Ni Pershing ni SS-20. »* Région du monde où est accumulé le plus grand nombre d'armes nucléaires, l'Europe, si elle veut rompre avec la logique de Yalta, aller vers la dissolution progressive et simultanées des blocs militaires, a besoin du désarmement. Un processus qui ne peut se fonder que sur des engagements précis de l'URSS et des Etats-Unis à l'égard des pays européens, et non seulement entre eux.



50 millions d'êtres humains meurent de faim dans le monde. (Photo Alain Dejean/Sygma)

Voyage au bout du désespoir

C'est au moment de l'adolescence qu'existent les plus forts risques de suicide


(Photo Michel Barret/Rush)

En 1978, 9 125 décès ont été déclarés officiellement comme suicides, dont 820 concernaient des jeunes de 15 à 24 ans. Le suicide, en effet, frappe plus particulièrement les adolescents. Selon une étude qui vient d'être publiée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), c'est même, dans cette tranche d'âge, la deuxième cause de la mortalité après les accidents.

LES chiffres officiels, tous les spécialistes s'accordent sur ce point, sont bien endeça de la réalité. Pour la simple raison que tous les suicides ne sont pas répertoriés.

Soit que les médecins chargés de rédiger le certificat de décès aient des doutes sur le caractère volontaire de l'acte qui a entraîné la mort (s'il s'agit d'une noyade ou d'une intoxication, notamment), soit que la famille ait choisi délibérément de camoufler le suicide en accident pour des motifs religieux ou des soucis d'honorabilité : il est plus simple de prétendre que son fils a malencontreusement appuyé sur la gâchette plutôt que de s'avouer qu'il a choisi de se tuer...

« *Sans fournir la mesure exacte du phénomène,* explique Françoise Davidson, maître de recherches à l'INSERM, *les statistiques actuelles démontrent, s'il en était besoin, qu'en France le suicide du jeune est un phénomène grave, puisqu'il tue un millier d'adolescents par an, qu'il augmente faiblement et régulièrement chez les jeunes, et que les tentatives concernent plusieurs dizaines de milliers d'entre eux chaque année.* » On estime, en effet, que pour un suicide « réussi », dix sont « ratés ».

La mort à 100 francs

En mars dernier, Véronique, treize ans et demi, meurt après avoir avalé des barbituriques : quelques heures plus tôt elle avait été renvoyée d'un conseil de classe. Patrick, quatorze ans, est retrouvé pendu à un arbre : il avait perdu les cent francs que lui avait confiés son père, pour jouer au tiercé, et craignait de l'affronter.

Il n'y a guère de mois où l'on n'apprend par les journaux qu'un enfant, accablé par son livret scolaire, a ouvert le gaz, que tel autre s'est tiré une balle dans la tête après s'être disputé avec son frère. Ces drames consternent les adultes, qui ne s'expliquent pas comment une simple remontrance, de mauvaise notes, une punition vécue comme injuste peuvent amener un jeune à « en finir ».

Une étude menée par l'INSERM en 1974 auprès de 537 « suicidants » à Lyon et à Strasbourg confirme la banalité des événements qui ont provoqué le « passage à l'acte ». Les motifs fournis à leur « réveil » ne sont guère convaincants : si un sur dix refuse de parler, 50 % invoquent des problèmes familiaux, 40 % des difficultés de couple, 20 % des tensions professionnelles ou scolaires. 5 % seulement mettent en avant des raisons d'ordre existente — du style « *La vie ne vaut plus la peine d'être vécue* » — et 3 %, une grande fatigue, voire de la nervosité.

Une pulsion dépressive

Savoir pourquoi l'autre a souhaité mourir n'est pas tâche aisée. Au moment où il a ouvert le tube de médicaments ou le robinet de gaz, il n'a pas réfléchi mais répondu à une pulsion dépressive.

« *Même quand il donne de son geste une explication apparemment simple et complète, la démesure entre la gravité de l'acte suicidaire et les événements invoqués comme motif est souvent telle qu'elle peut permettre le doute quant au sérieux des risques encourus et accréditer dans l'esprit des gens la notion de chantage ou de simulation* » écrit Françoise Davidson*.

Mais la tentative de suicide est toujours à prendre avec sérieux. Elle apparaît comme la communication perturbée, elle est le moyen, sinon d'être écouté, du moins d'attirer l'attention de ses proches sur des problèmes difficilement exprimables. En brisant le mur d'indifférence on cherche à se rassurer, à découvrir qu'on est aimé.

Pour ce psychiatre d'enfants, « *certaines tentatives sont à l'évidence plus graves que d'autres — ce n'est pas la même chose d'avaler des médicaments ou de se jeter par la fenêtre —, mais les adolescents ne veulent pas vraiment mourir, ils veulent davantage de pas avoir à vivre certaines choses : le passage entre un monde où ils sont dépendants d'un entourage à celui où ils seraient autonomes. Le point commun entre tous les suicides c'est l'aspect demande à l'entourage. Les tentatives sont toujours destinées à être entendues par une ou plusieurs personnes* ».

Des conflits avec les proches

Ce n'est pas un hasard si quelques-uns laissent des mots, avertissent de leur projet, si beaucoup font leur tentative à deux pas des parents, dans leur chambre même, où il y a de fortes chances qu'ils soient découverts. Si les garçons meurent deux fois et demi plus que les filles, qui font pourtant trois fois plus de tentatives, c'est qu'ils recourent à des moyens brutaux ; or, avec les armes à feux ou la pendaison, il est évidemment plus difficile d'en réchapper.

Dans cette période délicate qui va de la puberté à la maturité, les jeunes sont confrontés tout à la fois à l'amour, au sexe, à la vie en société. La soif de liberté et d'indépendance est entravée par la famille ; les pulsions sexuelles, plus ou moins réprimées ; la solitude, même si des bandes de copains semblent attester le contraire, très grande : les adolescents sont souvent en plein désarroi et se posent de multiples questions. Incapables d'affronter ces difficultés, et de l'avouer, pour peu que le conflit avec les proches rendent impossible tout dialogue, certains peuvent adopter une attitude d'échec comme la fugue ou un comportement suicidaire.

Rentrent dans cette dernière catégorie toutes les conduites risquées, autoagressives, où on joue avec sa propre mort en espérant au bout du compte la vaincre : pousser sa moto à fond sur l'autoroute est une manière de mettre son courage à l'épreuve, de se valoriser et de s'identifier à un héros.

Les parents invoquent parfois le trouble mental pour se déculpabiliser de n'avoir pas su déceler la détresse de leur progéniture, en la culpabilisant maladroitement en retour : « *Si tu es malade ou si tu as mal fait, il faut te soigner* ». Grave erreur. 10 % des suicides ont des causes réellement pathologiques — celui qui a tenté de mettre fin à ses jours, qui crève « simplement » d'être isolé, de se sentir rejeté, est généralement indemne de toute affectation psychiatrique.

La meilleure prévention demeure le dialogue, si on veut éviter qu'il ne récidive...

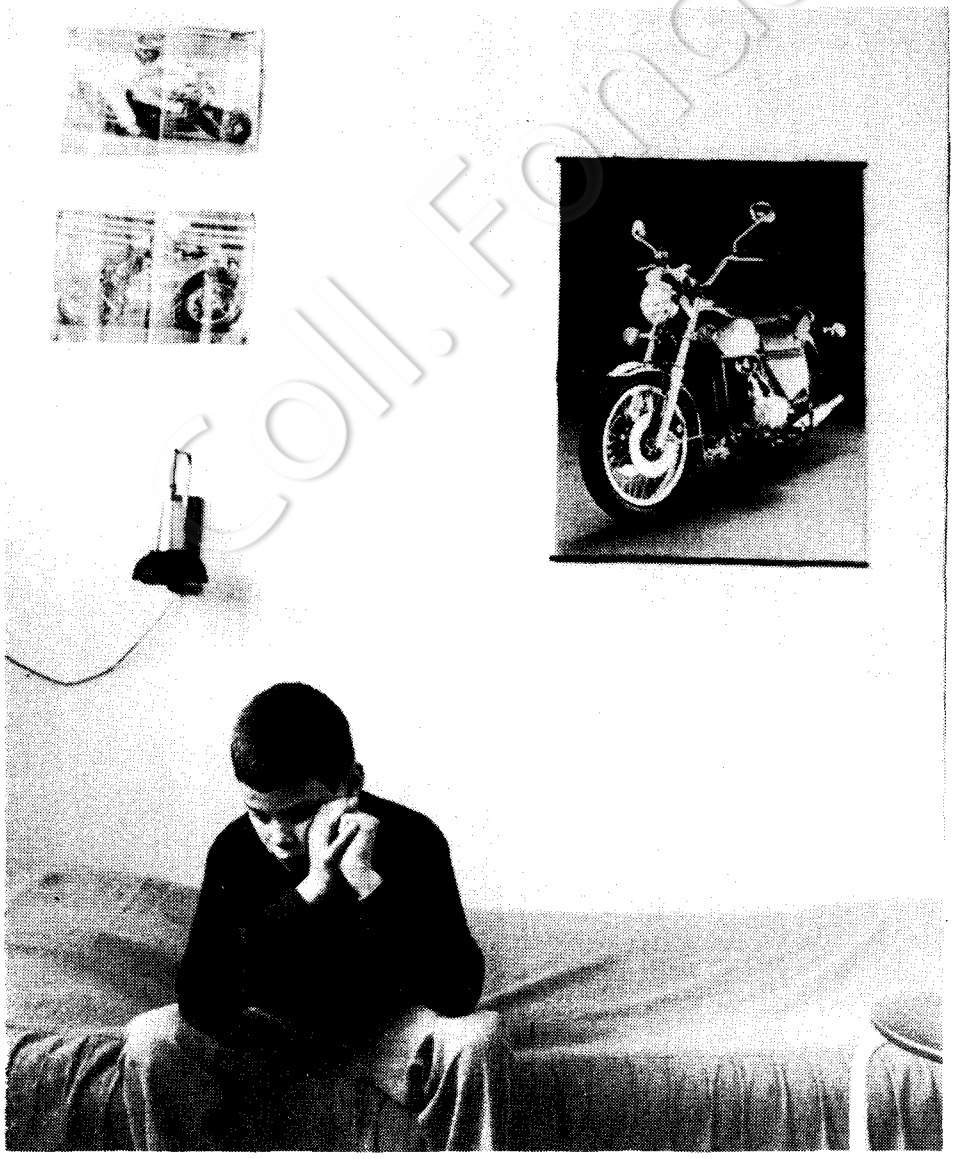
* *Le suicide chez l'adolescent, par Françoise Davidson. Aux éditons ESF.*

Carine LENFANT

Morts violentes

SELON qu'on est un homme ou une femme, on ne se suicide ni dans les mêmes proportions ni de la même façon. Parmi les 9125 suicides recensés en 1978, 70 % concernaient des sujets de sexe masculin. La proportion d'hommes atteignait 73 % chez les quinze/vingt-quatre ans (603 adolescents contre 217 adolescentes).

Les hommes recourent plutôt à la pendaison (46,3 %) et aux armes à feu (23,7 %), ce mode de suicide arrivant en première position chez les vingt-cinq/trente ans. Les femmes « préfèrent » l'empoisonnement avant quarante-cinq ans mais optent ensuite pour la pendaison.



L'effet «juku»

ON assiste actuellement à une augmentation impressionnante des suicides d'enfants de moins de quatorze ans au Japon (où on en compte plus de un par jour) et en Allemagne fédérale. 79 enfants de cinq à quatorze ans ont mis volontairement fin à leurs jours en RFA en 1979 a indiqué, début avril, le secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, Fred Zander, qui a ajouté que le nombre de tentatives était estimé à quelques milliers.

Selon une étude récente il apparaît que pour un tiers des jeunes désespérés, les conflits familiaux soient déterminants, pour un quart ce sont les difficultés de contact et pour un sixième les problèmes scolaires.

Au Japon, il semble que ce soit surtout la compétition scolaire qui soit responsable des suicides de jeunes. Non contents d'aller à l'école officielle dans la journée, ceux-ci suivent fréquemment les cours de « juku », sortes de boîtes de bachotage, jusqu'à 21 heures : on y prépare les concours du primaire et du secondaire. Résultat : surmenés, les enfants ressentent le moindre échec de manière dramatique. Quand ils ne se tuent pas ils souffrent, à dix ans, d'ulcères...

AFFAIRE KLUGER

Deux Noirs et une Blanche

Les ravisseurs ne connaissaient pas la musique

JOURNALISTES priés de montrer patte blanche aux gorilles à l'entrée, somptueux bouquets de gueules de loup et d'hortensias dignes d'une jeune accouchée... pour le retour de son épouse à Marnes-la-Coquette, Roland Kluger avait bien fait les choses.

« *Ma femme souhaite que sa conférence de presse ne revête aucun caractère hollywoodien* », avait-il déclaré. Un enlèvement dans le monde du show business... l'occasion était trop belle pour les amateurs de sensationnel. Ceux-ci en seront pour leurs frais : Huguette Kluger déteste ce type de publicité. Elle a d'emblée expliqué combien elle avait été « *triste de voir une fois de plus, dans la presse, à la radio et à la télévision, une image du show biz qui n'est pas réaliste* ».

Passé les premiers moments d'émotion, la directrice des éditions phonographiques Bleu blanc rouge a vite repris le ton qui lui est coutumier : celui d'une femme d'affaires décidée. Ce n'est visiblement pas le genre à se laisser impressionner par deux ravisseurs et quatre jours de captivité.

Sa seule crainte, elle l'avoue, a été quand elle a réalisé qu'elle n'avait pas affaire à des professionnels, mais à de « *sinistres imbéciles* », qui pouvaient céder à la panique. Ne l'avaient-ils pas blessée d'un coup de crosse à la tête le jour de son enlèvement?

L'espoir renaît

Elle a eu peur qu'ils ne veuillent la « descendre », mais a gardé suffisamment de sang-froid pour leur tendre des pièges. « *C'est moi qui leur ai donné les noms des intermédiaires à contacter, tout en leur faisant croire que je leur indiquais des gens que la police n'écouterait pas, alors que j'espérais bien qu'elle les écouterait...* »

Kidnappée samedi, elle a compris « très vite » que les deux hommes qui la gardaient avaient des liens avec Roger Reyal, son ancien gardien : elle avait reconnu un coussin de piano et une tasse à café qu'elle lui avait donnés. Ces précieux indices, elle a tenté également de les communiquer dans les lettres qu'on lui permettait d'envoyer...

Bien traitée pendant sa détention, elle a repris espoir quand les tractations ont commencé. Les exigences de ses ravisseurs l'ont surprise. « *Quand ils m'ont dit qu'ils allaient réclamer 800 millions, je leur ai demandé :* Mais en quels francs vous parlez? *Je leur ai expliqué que l'argent liquide dont je disposais ne correspondait pas à ce montant...* »

Les policiers de la brigade criminelle, pendant ce temps, orientaient leurs recherches vers les gens qui détenaient une clef du domicile des Kluger : aucune effraction n'avait été constatée. Roger Reyal était bientôt suivi et pris en flagrant délit, au moment où il dictait ses conditions par téléphone. Son complice, Rodolphe Javois, est un ancien pâtissier. Huguette Kluger n'avait pu reconnaître son ancien domestique : « *Sa tête était masquée par une cagoule* », a-t-elle expliqué.

C.L.

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS LA GESTION DES SERVICES RURAUX ET URBAINS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA SPECIALITE DE LA :

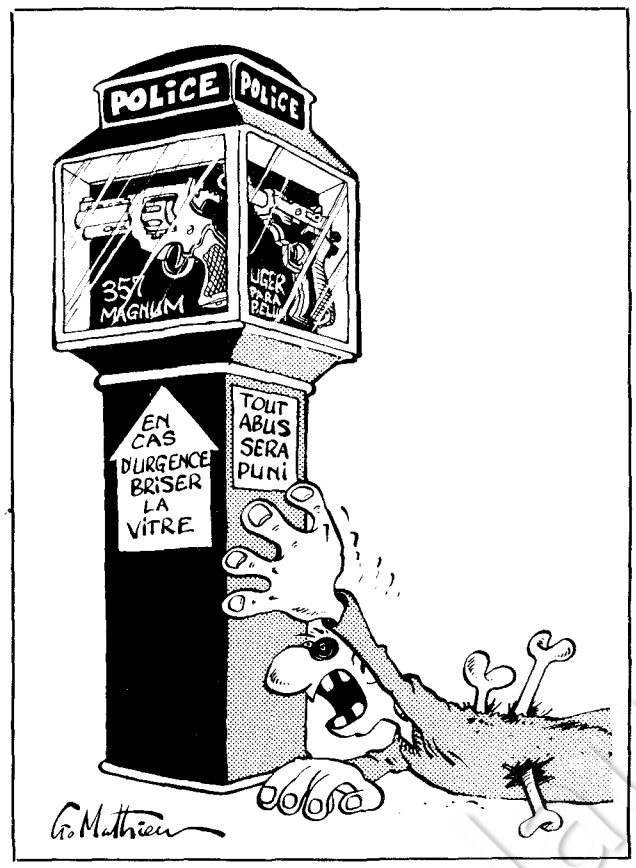
sdei

SOCIETE DE DISTRIBUTION D'EAU INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX USEES ET D'ORDURES MENAGERES, DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60.45 75 - 60.24.57 - Télex : 310 831



INJUSTICE

Grève de la faim au pays du cassoulet

ILS sont plutôt du genre à ne pas dédaigner un bon cassoulet, et leur entrain les faisait justement apprécier des jeunes de Colomiers, une ville neuve de 30 000 habitants, voisine de Toulouse.

Si, depuis samedi dernier, Gérard Challet et Henri Tissandier, tous deux éducateurs de rue, comptant dix ans d'expérience, boivent du thé et font la grève de la faim, c'est dans l'espoir de mettre un terme à une situation absurde.

Voilà deux mois, ils ont été brutalement licenciés, sans aucune raison sérieuse, par le conseil d'administration de l'association socio-éducative qui les emploie.

Les syndicats des travailleurs sociaux tant CFDT que CGT, unis en l'occurrence, ont — dans un but d'apaisement — longtemps hésité à mener une action. « *Mais trop, c'est trop* », disent-ils aujourd'hui. Les élections ne doivent pas faire oublier les problèmes du quotidien.

D'ailleurs, la population a réagi. Une association des usagers regroupant les familles de Colomiers a manifesté, à plusieurs reprises, au cours de meetings ou dans la rue, sa réprobation. Les jeunes même de Colomiers prennent la défense des deux licenciés. « *Après notre manifestation du mercredi 22 avril, si rien ne change, nous n'en resterons pas là* », écrivent-ils à l'intention des autorités.

Les chrétiens ont également pris leurs responsabilités. Un local attenant à l'église Sainte-Bernadette sert de refuge aux deux grévistes.

L'opinion publique — majoritairement de gauche — de cette ville ne comprend pas que le conflit ne puisse être réglé autrement qu'en attendant l'avis des prud'hommes.

La Direction de l'action sanitaire et sociale ne reproche rien aux éducateurs, le conseil général, lors de sa dernière session, a renouvelé ses subventions sans objection. Alors... reste le conseil d'administration, qui ne veut plus de ces deux éducateurs. Il y a eu, comme c'est souvent le cas dans ce domaine, des différends sur les conceptions et les méthodes pédagogiques entre ceux qui sont sur le terrain — les éducateurs — et les administratifs.



VITE DIT... VITE FAIT...

Objection, Votre Honneur!

DIX-HUIT militants se réclamant de la non-violence, dont six femmes et un prêtre, inculpés d'infraction au code du service national et au code général des impôts, ont comparu mercredi devant le tribunal de grande instance de Dijon (Côte d'Or).

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 6 mai. Les prévenus avaient été interpellés le 4 octobre dernier, à Dijon, alors qu'ils distribuaient des tracts incitant à « refuser d'effectuer son service militaire, renvoyer ses papiers militaires, refuser de payer tout ou partie des impôts correspondant aux dépenses militaires ».

INTERDIT D'EXPULSER

La CGT demande que « *toute expulsion arbitraire à l'encontre des travailleurs immigrés* » soit « *interdite* ».

Le problème des expulsions — qui frappe notamment des Algériens nés après 1962 — ressort d'un « conflit de nationalité qui doit être réglé tout d'abord en tenant compte du libre choix des intéressés d'opter pour la nationalité française ou algérienne », a déclaré mercredi à la presse M. René Lomet, secrétaire confédéral. Pour la CGT, ce problème doit « *être réglé d'urgence entre le gouvernement français et le gouvernement algérien* ».

De son côté, la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) demande elle aussi l'interdiction des expulsions. Elle invite ses adhérents à participer au jeûne national des mouvements de soutien aux trois grévistes de la faim de Lyon, qui demandent l'arrêt des expulsions d'immigrés de la « deuxième génération ». Cette action de soutien aura lieu a Paris dans l'église de Saint-Merri, le 25 avril.

UNE MALLE SANGLANTE

Le cadavre d'une femme, âgée d'une quarantaine d'années environ, a été découvert mercredi dans la malle arrière d'une voiture stationnée à l'aéroport de Marignane (Bouches-du-Rhône).

Le corps, qui a été découvert par un fonctionnaire de l'aéroport, était dissimulé dans une Land Rover immatriculée en Allemagne. La voiture était en stationnement depuis plusieurs jours à l'aéroport.

FAILLITE A L'ITALIENNE

Quatre présidents et administrateurs de société italiens ont été arrêtés mercredi à Rome après la banqueroute frauduleuse, en juin dernier, du groupe immobilier Genghini, a annoncé la police.

Le groupe Genghini avait été déclaré en faillite le 25 juin, après que l'on eut découvert un « trou » de 500 milliards de lires (2 milliards 500 millions de francs) dans ses comptes.

COUPES D'EUROPE

Liverpool - Real en finale des champions

Battus 3-2 à Alkmaar, les Sochaliens quittent la Coupe de l'UEFA la tête haute, après avoir fait passer, jusqu'à la dernière minute, des frissons dans le dos des supporters

Mais, loin de nos préoccupations chauvines, cinq autres matches se déroulaient : en Coupe des champions, Liverpool s'est débarrassé du Bayern et rencontrera, en finale, le Real Madrid qui a résisté au retour de l'Inter de Milan ; en Coupe des coupes, Tbilissi a eu chaud à Feyenoord, mais disputera tout de même la finale contre Carl Zeiss léna ; enfin, les tombeurs de Sochaux rencontreront Ipswich qui, après avoir sorti facilement Cologne, reste le grand favori de cette Coupe de l'UEFA.



AZ 67 - Sochaux. Nygaard tente de déborder Zandona. (Photo AP)

Sochaux échoue au port...

De notre envoyé spécial à Alkmaar

L'HABITUELLE quiétude de Alkmaar ne semblait pas être, mercredi après-midi, troublée par la demi-finale de la Coupe de l'UEFA, AZ 67 - Sochaux. A quelques heures du coup d'envoi, la charmante petite cité batave vivait toujours au rythme de l'orgue de Barbarie, et non à celui des éclats des supporters. D'ailleurs, ces derniers ne se pressaient guère aux abords du petit stade, niché dans les bois, délaissant quelque peu le ballon rond pour se consacrer à leur rituel marché aux fromages. Seul le nombre grandissant de bicyclettes devant le stade nous rappelait l'événement.

Lorsque les joueurs de Sochaux pénétrèrent sur le terrain, ils auraient pu, pour quelques instants, se croire au stade Bonal.

Quelques Stéphanois avaient même troqué leur casquette verte pour une écharpe jaune... Ils n'allaient pas être déçus du voyage. Dès la 9e minute, Benoît tirait sur le poteau et Genghini, qui suivait, n'avait plus qu'à glisser le ballon dans le but vide. Les Sochaliens étaient en passe de réaliser l'impossible exploit. Il leur fallait maintenant tenir 81 minutes.

Les joueurs d'Alkmaar, bien timides il y a quinze jours en terre franc-comtoise, dévoilèrent alors leur vrai visage. Virevoltant en attaque, ils n'eurent aucun mal à égaliser dix minutes plus tard, par l'intermédiaire de leur libero Metgod. Tout était à refaire.

Dès les instants qui suivirent, la défense sochalienne se transformait en un gigantesque gruyère. Les Néerlandais prenaient l'avantage, grâce à une superbe reprise de volée de Jonker. A l'image d'un Revelli particulièrement effacé, les Sochaliens digérèrent très mal ce nouveau coup du sort.

A la reprise, la neige était de la partie. Il n'en fallait guère plus pour que les protégés de René Hauss prennent leur jeu et, à la suite d'une monumentale erreur d'Ivezic, Peters poignardait les « Lionceaux » à la 64e minute.

Alors qu'on les croyait définitivement KO, les Sochaliens puisèrent une énergie peu commune et entamèrent une folle remontée. Meyer réduisait l'écart, mais il était trop tard. Le rêve était passé. Toutefois, les Français avaient donné une belle leçon de courage et de combativité. Peu de clubs de l'Hexagone auraient évité un magistral revers, mercredi soir, à Alkmaar.

En quittant le stade, les supporters sochaliens, nullement déçus, déclaraient : *« Certes, nous avons perdu, cependant les Hollandais étaient meilleurs et notre qualification aurait été imméritée. »*

Une belle équipe, des supporters généreux : le FC Sochaux mérite vraiment un grand merci pour les belles soirées européennes qu'il nous a fait vivre.

Philippe BALLAND

...et Cologne tombe à l'eau

De notre envoyé spécial à Cologne

IL était impossible d'ignorer cette demi-finale retour de la Coupe de l'UEFA. Durant toute la journée, des groupes de supporters venus d'Ipswich déambulaient le long de la Hohe Strasse, la rue piétonnière du centre-ville, et semblaient montrer plus d'attrait pour les débits de boisson que pour les vitraux de la sombre cathédrale de Cologne.

Ipswich allait-il conserver le mince avantage acquis à l'aller dans son fief de Portman Road ? L'entraîneur Bobby Robson devait néanmoins avoir le sourire avant la rencontre, car il alignait Mariner et Thyjssen, que l'on avait dit blessés.

Le FC Cologne récupérait de son côté Bonhof et Zimmermann, absents au match aller. Les quinze premières minutes furent allemandes, grâce à Konopka et Littparski qui multipliaient les centres lifté de l'aile droite.

Mais les Allemands n'avaient-ils pas déjà laissé passé leur chance dès la 2e minute, lorsque Dieter Muller, seul devant Cooper, avait manqué la balle ? En tout cas, la pression de Cologne allait filer en quenouille et le jeu s'équilibrait. La demi-heure était atteinte sans dommage pour Ipswich.

Au coups de boutoir de Botteron et Konopka, Ipswich répondait à la 34e minute par Brazil, seul devant Schumacher, mais qui croisait trop son tir, et par Work devant lequel le gardien allemand était obligé de sortir. Le rythme s'accélérait à l'approche de la mi-temps, et chaque équipe essayait de forcer le destin.

Engels surgissait au premier poteau mais envoyait la balle au-dessus de Cooper, tandis que peu après c'était Mariner qui reprenait de volée une déviation de la tête de Work, mais la balle passait encore une fois au-dessus.

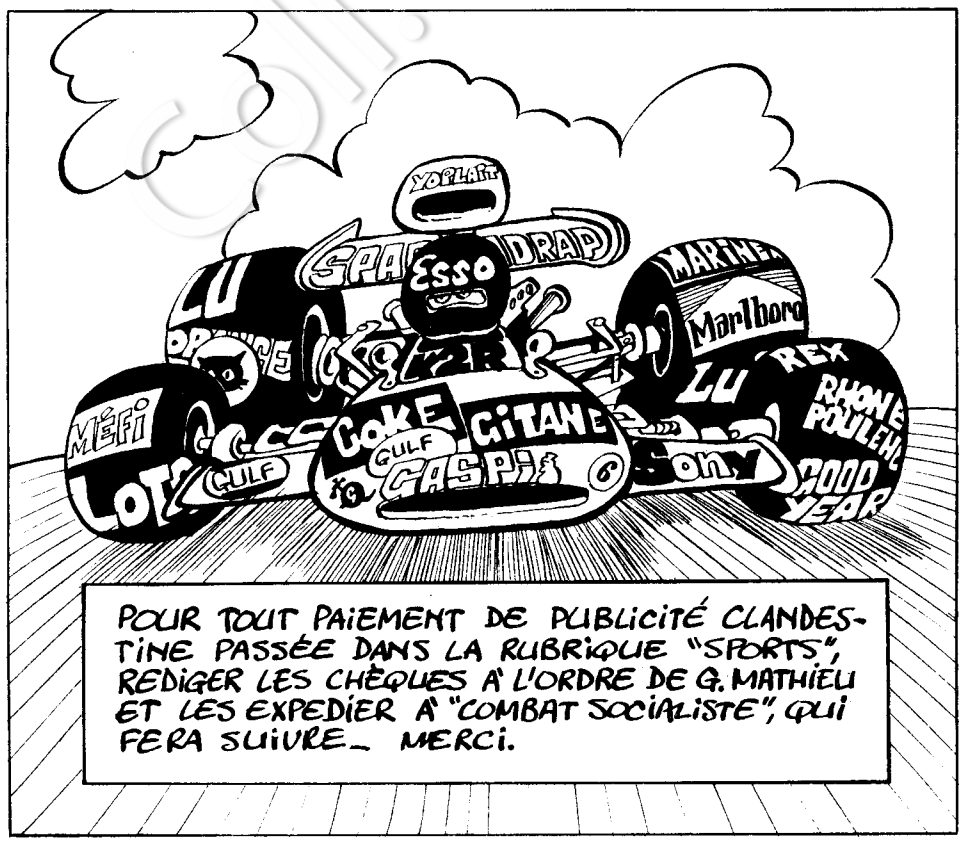
En seconde mi-temps, après un centre rasant de Konopka, qui aurait pu tromper Cooper, et malgré les efforts du Suisse Botteron, on se demandait quand et comment Cologne marquerait.

Cette double question n'allait pas hanter les esprits très longtemps : à la 64e minute, Mills tirait un coup franc à vingt-cinq mètres à droite du but allemand, et Butcher le reprenait tranquillement de la tête pour le transformer en but.

Le ressort allemand était cassé, et les Anglais se repliaient intelligemment sans jamais défendre outrageusement, tandis que le stade commençait à se vider à dix minutes de la fin du match.

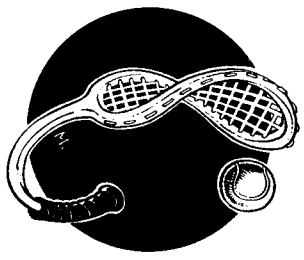
Les Allemands, victimes tant de leur maladresse que de leur fond de jeu insuffisant, ont souffert de l'absence d'un réel meneur de jeu, Bonhof n'étant plus que l'ombre de celui qui enchantait les soirées européennes de naguère.

Félix CHIOCCA



AU SPRINT

• **CYCLISME.** — Le Nantais Yvon Bertin (Renault) a remporté, mercredi soir à Tours le prologue du douzième tour cycliste d'Indre-et-Loire, devant Roche, Vermeulen et Planckaert.



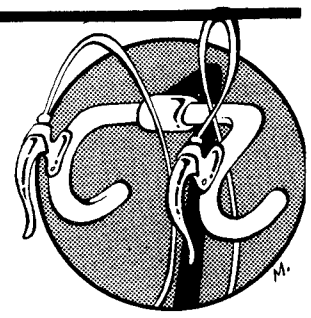
• **HOCKEY SUR GLACE.** — L'URSS a été tenue en échec 4 à 4 par les Canadiens, alors que, lors des préliminaires, les Soviétiques l'avaient emporté 8 à 2, à la surprise générale. Les Russes restent en tête du classement.

• **TENNIS DE TABLE.** — Le Japonais Seiji Ono, tenant du titre, et l'un des favoris, le Chinois Xie Saike, ont été éliminés dès le premier tour des championnats du monde individuels de Novi Sad. Ce sont deux inconnus, dont l'un sortait des qualifications qui les ont éliminés.

• **CYCLISME.** — L'Irlandais Sean Kelly a remporté la troisième étape du Tour de Belgique devant tout le peloton. Cette victoire au sprint n'a apporté aucun changement au classement général.

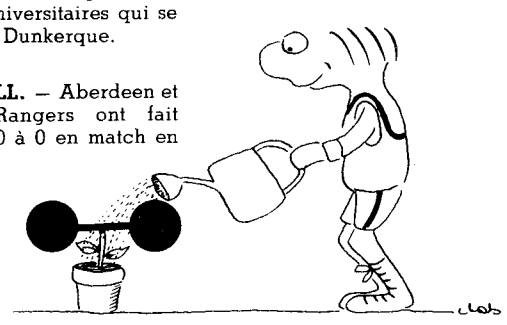
• **HOCKEY SUR GAZON.** — La France (universitaires) a battu les Pays-Bas 2 à 0 au cours des Championnats d'Europe universitaires qui se déroulent à Dunkerque.

• **FOOTBALL.** — Aberdeen et Glasgow Rangers ont fait match nul 0 à 0 en match en



retard du Championna d'Ecosse, tandis que Celtic allait l'emporter à Dundée 3 à 2.

• **RUGBY.** — L'Australien Black remplacera Roland Bertranne dans le quinze du président de la fédération galloise, qui sera opposée samedi à l'équipe nationale galloise à Cardiff.



AU JOUR LE JOUR

L'éternel cœur de lycéen

par Gabrielle ROLIN

QUE les hommes sont donc fragiles, instables, capricieux ! Qu'il leur en faut peu pour perdre le nord ! Une chiquenaude et les voilà qui s'affolent, retombent en enfance, courent se cacher dans les jupes de la première venue. Et toujours avec de grands mots à la bouche, invoquant le destin pour justifier leur conduite, prenant l'univers à témoin de leurs souffrances. Au centre de leurs jeux, ils offrent à la Femme une place d'honneur. Pas aux femmes, certes, ces humbles créatures vouées aux tâches domestiques. Ils n'ont d'yeux, de cœur, de désir que pour la divinité qu'ils ont inventée.

Voyez *Plein Sud,* le dernier film de Luc Béraud. On y suit le naufrage d'un jeune universitaire, victime (ô combien !) consentante d'une drôlesse sans foi ni loi. Il suffit à Carol (Clio Goldsmith) de paraître pour que Serge (Patrick Dewaere) renonce à sa carrière, à sa fidèle épouse, à ses projets de paternité, qu'il brise ses attaches et fonce derrière ses fantasmes. Car elle n'existe pas, cette Carol ; elle n'est que la projection des rêves, souvenirs, aspirations de son amant. Elle incarne l'aventure telle qu'il l'imaginait petit garçon : on vit comme des sauvages, tout nus, sous une tente, on mange avec ses doigts, on boit à la bouteille, et, quand l'âge le permet, on accomplit d'autres exploits, plus scandaleux encore. Le travail ? L'argent ? connais pas. On volera si nécessaire. Demain, on tuera peut-être, plutôt que de rentrer dans les rangs.

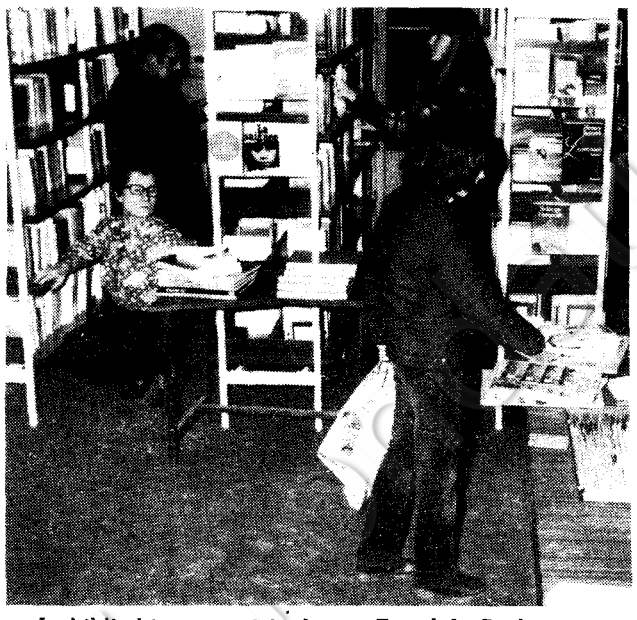
Au début, l'apprentissage pose des problèmes. Il s'agit d'oublier ses scrupules et sa calvitie, d'apprendre à faire parade de son corps et bon usage de son sexe, de secouer le vieil homme qui vous colle à la peau et vous attaque au point faible : une dent de sagesse. Mais Carol est là pour montrer l'exemple. Qu'elle déploie sa superbe anatomie et l'intellectuel timoré se change en cannibale. A nous la chair fraîche, la fête, la liberté !

En vain la réalité s'efforce-t-elle de rappeler le couple à la raison. Aux reproches de l'épouse délaissée se mêlent les grondements d'émeutes qui secouent la France. Hier, Serge se serait précipité sur les barricades pour jouer au petit soldat. « *Mais, hier, je n'était pas moi* », déclare-t-il. Aujourd'hui, il s'en fiche, la révolution se passera de lui, il a « *rendez-vous avec la vie* ». Ces mers du Sud dont l'image le hante depuis l'époque lointaine où il la découvrit chez Jack London, il va s'y plonger pour de vrai, dans le sillage de sa sirène.

Que penseront les spectateurs de ce conte à dormir debout ? Les uns céderont à son charme, y retrouveront l'écho de leur propre nostalgie, envieront à Patrick Dewaere son extase de somnambule. Mais qu'il ne se targue pas de « *courage* », Seigneur ! Chacun vendrait son âme pour accompagner la belle Carol en croisière. Les autres hausseront les épaules. C'est du cinéma, du bidon, quatre cents coups pour rien. C'est surtout une histoire d'homme, ou, si vous préférez, d'éternel lycéen.

Les nouvelles chances du livre

UN Français sur trois ne lit jamais rien. C'est la triste constatation qui domine le n° 13 de *Communes de France,* que la Fédération nationale des élus socialistes et républicains vient de consacrer tout entier au thème « Le livre et la lecture : une autre politique ». Comme ce titre l'indique, le désastreux bilan qu'il est obligé de dresser débouche heureusement sur une série de propositions, harmonisées par une politique d'ensemble précisée lors du colloque réuni à Valence, dans la Drôme, en janvier dernier, et qui permet d'espérer rendre quelques chances à la culture populaire.



La bibliothèque municipale, rue Fustel-de-Coulanges.

Soucieux d'éviter tout double emploi avec le plan socialiste pour l'Education nationale, les rédacteurs de cette synthèse ont limité la place réservée aux problèmes de l'école. Ils se contentent de souligner que la découverte de la lecture ne doit pas seulement y apparaître comme un moyen d'éducation, mais aussi comme un moyen d'information, voire un plaisir. A ce titre, son apprentissage peut commencer dès la maternelle, même si sa maîtrise reste au centre des programmes de l'enseignement primaire et se prolongerait utilement au niveau secondaire par l'ouverture systématique de centres documentaires intégrés aux établissements scolaires.

« *On pourra tout faire pour l'école et le lycée. Si l'on n'organise pas de bibliothèques, on n'aura rien fait !* » observait déjà Jules Ferry. C'est pourquoi la partie la plus riche et la plus intéressante du dossier insiste à la fois sur l'étouffement des bibliothèques universitaires, la dégradation des bibliothèques centrales de prêt, l'abandon des bibliothèques municipales, et l'importance des bibliothèques d'entreprise et d'association.

Les rédacteurs préconisent l'extension de leurs réseaux ; le relèvement de leurs crédits d'équipement et de fonctionnement la décentralisation de leur gestion — en insistant particulièrement sur l'indispensable lutte contre la « désertification culturelle » des zones rurales —, ainsi que leur élargissement à tous les moyens de communication et le développement de leurs relations avec les autres agents de propagation du livre, à commencer par les librairies.

La défense des libraires reste en effet la caractéristique la plus originale de la politique socialiste du livre. Sous réserve d'une amélioration de leur formation, des aides spéciales devraient leur permettre de se maintenir dans les campagnes et de résister dans les villes mêmes à la concurrence des magasins à grande surface, qui n'assurent pas un service public d'égale qualité. A cet effet, ils devraient pouvoir gérer des coopératives de distribution, palliant les carences des entreprises privées, conjointement avec les éditeurs.

Pour garantir la nécessaire pluralité des moyens d'expression, les maisons d'édition proprement dites devraient s'épanouir face à la création d'un éventuel secteur public d'inspiration coopérative. Leur création et leur développement — de préférence dans un cadre régional — pourraient être encouragés par des prêts consentis par une institution financière spécialisée ; les charges de leurs stocks, allégées par une fiscalité particulière, et la publication d'ouvrages réputés difficiles, aidée par un système de préfinancement. Certains volumes de recherche littéraire ou scientifique ainsi que la réédition de titres anciens bénéficieront en outre de subventions directes accordées par le Centre national des arts et lettres, dont la création est prévue et qui devrait se substituer largement — quoique avec des ressources autonomes — à l'actuelle Caisse nationale des lettres.

Le nouvel organisme deviendrait du même coup le principal interlocuteur des auteurs. Il ne pourrait aller au-delà des institutions présentes qu'en favorisant leurs rencontres au sein de « maisons des écrivains », comparables à celles mises en place dans certains pays pour les journalistes, et qu'en multipliant les occasions de dialogues avec leurs lecteurs. En fait, c'est sur la définition du statut de ces travailleurs très particuliers que l'essentiel des réflexions doit porter dans l'avenir.

Pour l'immédiat, la plus importante et la plus urgente des mesures demeure l'abrogation du catastrophique arrêté Monory, qui n'a libéré les prix qu'à la hausse. Profitant à toute la chaîne humaine, industrielle et commerciale qui relie les créateurs aux lecteurs, cette abrogation fait l'unanimité des professionnels. Et ce n'est pas par hasard qu'elle occupe à elle seule le numéro 100 dans la liste des propositions publiées par François Mitterrand.

Michel FRIEDMAN



Font et Val à l'Olympia

DEPUIS le mois de janvier, Patrick Font et Philippe Val ont repris ensemble les routes de France, de Belgique et de Suisse. Le 28 avril, ils s'arrêteront à Paris, pour un spectacle unique. Méchants, agressifs, grossiers même, ils s'en prennent avec une joie féroce aux marionnettes qui nous gouvernent. Les textes succèdent aux chansons. Parfois une pause de tendresse, de poésie. L'utopie. Et si l'on changeait le monde...

• *Olympia (21 h). Tél. : 742.25.49.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Saint-Quentin-en-Yvelines. Théâtre : *le Bourgeois gentilhomme,* de Molière, mise en fête gastronomique et pyrotechnique de Jacques Livtchine et la Troupe de l'Unité et Cie. Maison pour tous. Jusqu'au 26 avril.

Lyon. Théâtre : mise à la scène du récit de Claude Broussouloux, *le Regard observé* (éd. Galilée). « Un homme qui se sent observé, observe à son tour jusqu'à ne plus voir » (MJC de la Guillotière). Le 24 avril.

Rennes. Spécial Festival des arts traditionnels : *Les pleureuses de Finlande* (Théâtre permanent, 20 h), *la Rachidia de Tunisie* (salle Vilar, 20 h), *Flamenco d'Espagne* (salle Vilar, 20 h 30), *les derviches tourneurs Mewlevi* (salle Serreau, 22 h), *le luth d'Afghanistan* (salle Jarry, 22 h). Le 24 avril.

Créteil. Théâtre : *le Nouveau Ménoza,* de Lenz, présenté par la Comédie de Caen. Mise en scène de Michel Dubois. Maison des arts André-Malraux. Jusqu'au 26 avril.

Lens. Théâtre : *Bail, bail,* chronique des paysans dans la grande ville, proposée et jouée par Françoise Azaïs et Jacques Motte. Foyer Albert-Camus. Le 24 avril.

EN COULISSE

Cinq jours à Massy

Cinq jours pour la « liberté et la tolérance » sont organisés au centre culturel Paul-Bailliart de Massy, avec la participation du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue des droits de l'homme, l'association France-Amérique latine et le théâtre de marionnettes des Deux Rivières. Débats, rencontres, forums, mais spectacles, aussi, comme la *Lettre d'un innocent,* présentée par le mime Joël et les marionnettes d'Aimé Bouchez (Centre culturel, le 24 avril à 21 heures, et le 28 avril à 18 h 30)

Noureev tourne pour Venise

Rudolf Noureev et la danseuse Carla Fracci seront les protagonistes d'un film conçu pour venir en aide à Venise.

Les recettes du film qui est produit par la fondation Venezia Nostra, sous l'égide de l'Unesco, devraient servir à financer les travaux de restauration de la cité des doges.

Le metteur en scène de ce long métrage est Mario Lanfranchi qui a tourné les premières séquences pendant le carnaval vénitien.

Le IVe Festival de cinéma de femmes de Bruxelles

Le IVe Festival international de films de femmes se tient actuellement à Bruxelles, et ce jusqu'au 29 avril.

Sur les 25 longs métrages (dont 18 inédits) et les 12 courts métrages qui seront présentés, les réalisatrices de RFA se taillent la part du lion. Elles sont sept en effet, Margarethe von Trotta, Ula Stockl, Helma Sanders, Jutta Bruckner, Christa Maar, Ingemo Engstrom (d'origine finlandaise), et Cristina Perincioli (d'origine suisse), qui voudront démontrer que la renaissance du jeune cinéma allemand doit aux femmes autant qu'aux hommes.

Von Trotta présentera le deuxième film qu'elle a fait seule, *les Sœurs,* relatant un drame de dépendance entre trois jeunes femmes.



Carry Rick, mime américain. (Photo Francette Levieux)

Festival de culture juive

Du 26 avril au 25 mai se tiendra, a la Cartoucherie de Vincennes, le Ier Festival international de la culture juive. Des spectacles (théâtre, danse, cinéma...), des rencontres, des débats. Mais aussi une réflexion sur la mémoire de la tradition et sa perception — souvent manichéenne et simpliste — par les autres, les Gentils. *Cartoucherie de Vincennes, Paris. Tél. : 328.97.04.*

SUR LES PLANCHES

Théâtre

Le nouveau Menoza, de Lenz. A partir du conte philosophique, Lenz nous entraîne sur les chemins extravagants de l'ironie et de la dérision. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Malgré le gazon en plastique vert pomme, les décors en fausse perspective, les lumières crues ou pastellisées, ce n'est point une peinture naïve de la bourgeoisie du XVIIIe siècle qui nous est proposée. Avec truculence, sous le signe de la folle liberté, Lenz nous ouvre toutes grandes les portes du destin impossible et de la mort. Un spectacle déroutant et superbe.

• *Maison des arts André Malraux, Créteil. Les 24 et 25 avril à 20 h 30. Le 26 avril à 15 h 30. Tél : 899.94.50.*

Café-théâtre

Les Demoiselles de Barbès-Rochechouart, *de Catay Amaïzo.* L'itinéraire tourmenté de deux jolies Africaines qui ont quitté le pays de Bongo pour connaître en France les joies de la prospérité et du succès dans le show-biz. Las ! à partir d'un thème douloureux et cruel, — celui de l'immigration —, Catay Amaïzo ne nous propose qu'une suite de poncifs. Le spectacle tombe dans le travers qu'il dénonce : l'exotisme.

• *Point-Virgule, 7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris. 21 h 30. Tél. : 278.67.03.*

La Chambre de Marguerite, *d'Agnès Dumas.* Après Dumas (pour le théâtre), après Bologni (pour le cinéma), voici un dernier retour de la courtisane en blanc : Marguerite Gautier, la Dame aux camélias. Avec fraîcheur et pudeur, Martine Laugier nous provoque et nous bouleverse. Derrière le discours féministe et le mélodrame social, une ombre résiste et fascine. Celle de la force du mythe.

• *Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris. 22 h 15. Tél. : 222.26.50.*

Variétés

Gilles Servat. *Breton bretonnant ? N'exagérons rien. La voix chaude et nostalgique, il nous propose seulement un voyage à travers l'âme de la Bretagne, son pays. A travers la poésie aussi, en interprétant des œuvres de René Guy Cadou.*

• *Théâtre de Boulogne-Billancourt, 60, rue de la Belle-Feuille, Boulogne. Tél. : 603.60.44.*

Nicole Croisille. *Eclatante et lyrique, elle revient dans la force de sa maturité et de sa liberté. quelques gestes, quelques pas de danse esquissés, un accord de voix qui se déplace... et la voici plus vraie, plus mélo, plus fragile que jamais.*

• *Théâtre des Champs-Elysée, 15, avenue Montaigne, Paris. 21 heures. Tél. : 723.47.77.*

Danse

Casse-Noisette, *de Tchaïkovski.* Le rêve de la petite enfant et de ses jouets, rajeuni et corrigé par l'humour de Roland Petit et du Ballet national de Marseille.

• *TMP Châtelet, place du Chatelet, Paris. Tél. : 261.19.83.*

Benguigui, sentimental, *de et par Jean Benguigui.* Drôle, grave ou inquiétant, il raconte ses histoires, fantasques ou autobiographiques (en partie, du moins). C'est dans ce dernier registre qu'il touche à vif. Avec lui resurgit tout l'univers tendre et brisé des familles juives rapatriées d'Afrique du Nord.

• *Théâtre du Petit-Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, Paris. 22 heures. Tél. : 320.89.90.*

THEATRE

Pleins feux sur les coulisses

«Ça, spectacle comique», par le Théâtre Célibataire

ILS sont trois. Ils arrivent de Belgique. Charles Berling, Marie-Pierre Meinzel et Sabra Ben Arfa. Ils sont nés à Paris, Valenciennes et Tunis. Pour des Belges, étrange cosmopolitisme. D'autant plus que l'un des collaborateurs à la mise en scène, Mario Gonzalès, est guatémaltèque...

Qu'à cela ne tienne. Par-delà les frontières originelles, des liens plus puissants les unissent : leurs illusions perdues, l'usure des grands cours d'art dramatique, et le chômage surtout. Avec ce désir ancré au plus profond de leur être : jouer, créer, exister sous le regard des spectateurs ébahis.

Hélas ! en période de crise, comme chacun sait, l'honneur n'est guère à la culture ! Particulièrement lorsqu'elle prétend interpeller, provoquer, dénoncer. Mieux vaut décrocher un rôle dans *Mon cul sur la commode* au théâtre des Galanteries, comme ils disent...

Alors, un jour, ils en ont eu assez. Du porte à porte. Des petits métiers « à côté ». Des projets avortés. De la vache faussement enragée. Et ils ont fait *« Ça »... « Ça » !* Un spectacle gaillard, truculent, virulent et tonique, parfois même d'un mauvais goût achevé. Dans un langage cru, ils nous rappellent à la dure réalité : celle de leur expérience, farce héroïco-tragique des apprentis comédiens piégés par le jeu des institutions.

Emportés par une verve grinçante, ils démontent les miroirs aux alouettes sur lesquels se brisent les talents « à confirmer », et que les princes qui nous gouvernent font superbement mine d'ignorer.

Les sketches, les chansons, les pantomimes se succèdent en un ballet parfaitement articulé. La charge verse dans la caricature cruelle. Mordante. Les allusions font mouche et l'idéologie est souverainement démontée.



Marie-Pierre Meinzel, Charles Berling et Sabra Ben Arfa. (Photo Pierre-Alain Greret)

Bien sûr, tout cela se passe hors de nos murs ! En Belgique. Mais, avec nos 0,48 % de budget culturel, faudrait-il pavoiser ? Pétillant d'une ironie malicieuse, le théâtre Célibataire débarque de Bruxelles tout exprès pour mettre les pieds dans notre plat de misère satisfaite. Message reçu 5 sur 5. Les histoires belges ne sont-elles pas avant tout françaises ?

Didier MEREUZE

• *Théâtre Essaïon, 5, rue Pierre-au-Lard, Paris, à 20 h 30. Tél. : 278.46.42.*

MUSIC-HALL

Contre Vian et marées

«Boris Super Vian, Chodramatikomuzical», avec les Nouveaux Garçons

PAUVRE Boris. Depuis le temps qu'on le ressuscite, on aurait pu le croire enterré. A trop servir de prétexte, les esprits les plus virulents finissent par s'éroder. Récupéré à toutes les sauces du show-biz et du slow aseptisé ; livré en pâture aux adolescents en mal de révolte avortée qui l'abandonnent, établis et mariés ; confiné dans la mémoire confuse des nostalgiques de Saint-Germain-des-Prés... *J'irai cracher sur vos tombes !...* Une scie à ranger au placard des musées ?...

Eh bien, non ! Point n'est besoin de l'appeler Pépé... Qu'on le respecte (eh oui !), qu'on s'en amuse,



(Photo Bernand)

qu'on fasse le jeu de son ironie sans arrière-pensée, et le revoilà dépoussiéré, revitalisé, dynamité. Témoin ce spectacle proposé par quatre « Nouveaux Garçons » pas si nouveaux que ça, puisque l'un d'entre eux, Raymond, a été le fondateur des anciens *Garçons de la rue.*

Costards blancs, polos noirs, un rien rétro dans la démarche et dans le genre, ils nous entraînent avec chaleur dans une savoureuse balade à la poursuite du temps. Saint-Germain, l'heure du bop, le snobisme et les surprises-parties.

Danseurs et comédiens, mimes et magiciens, ils distillent l'ironie, la dérision, la poésie. Les chansons et les textes défilent.

Les ombres ressurgissent. Celles de ceux qui n'ont pas voulu, qui ne sont pas partis, qui ont osé dire non...

D. M.

• *Comédie de Paris. 42, rue Fontaine. 20 heures. Tél. : 281.00.11.*

EXPOSITION

Viens voir les comédiens

ANDIAMO, andiamo ! Les comédiens italiens sont parmi nous. Ceux du XVIIIe siècle. Les descendants directs du fier Scaramouche, celui que Molière allait applaudir sur les tréteaux du Pont-Neuf. Ceux qui inspirèrent Watteau, Fragonard. Qui firent frémir Rousseau, excitèrent la verve de Diderot. Qui sont à l'origine de l'opéra comique.

Et qui, chansons à la bouche, masques rutilants au visage, costumes bariolés, usés à force de servir, parcoururent l'Europe, de la Bohème à la Pologne, de l'Espagne à l'Autriche, de la France à la Russie.

Ils se nommaient les Riccoboni, les Bertoldi, les Sacco, les De Sio. La troupe, c'était la famille. Le théâtre : la commedia dell'arte, le plus souvent. Arlequin et Polichinelle en tête. A Paris, ils eurent leur théâtre. Marivaux écrivit pour eux, donnant à la fameuse Silvia ses plus beaux rôles...

Gravures, tableaux, textes, montages de diapositives, font revivre pour nous à Chaillot la fringante — et parfois douloureuse — épopée des comédiens itinérants du siècle des Lumières. Enclose en de longs voiles blancs, nimbée de musique à la Haydn, cette petite exposition autour du « voyage des comédiens italiens au XVIIIe siècle en Europe » ne nous initie pas seulement aux secrets du théâtre. Elle nous charme.

Colette MILON

• *Palais de Chaillot, foyers du théâtre. Du lundi au samedi, de 13 heures à 10 heures. Entrée libre. Jusqu'au 30 avril.*

Jeudi 23 avril

20 h 20 — **Campagne électorale.**

22 h 00 — **Expressions.** Les lieux et les mots.
Emission de Claudine Weill-Goff et Béatrice Caufman. Le banquet de Villatte, dans le Cher : une ancienne caserne accueille artistes et artisans. La criée de Marseille : la troupe de Marcel Marechal va s'installer dans l'ancien marché au poissons. Le musée de Nemours : un musée de la préhistoire en pleine forêt de Fontainebleau. Espace d'esthète, ou le lieu de l'artiste : Jean-Pierre Raynaud et sa maison. Le musée d'Orsay : musée du XIXe siècle, encore plein de gravats.

19 h 45 — **Journal et campagne électorale.**

21 h 00 — **Electre.**
Tragédie de Sophocle. Réalisation : Patrick Bureau. Avec Silvia Monfort, Paul Crauchet, Dominique Labourier, Nita Klein.
Dans le Bordas de rigueur au lycée, on lit qu'avec Electre Sophocle n'aurait ouvert tout grand le cœur humain que pour montrer que les voies de la nécessité ne sont pas moins obscures qu'irréversibles. Dur, dur...
N. B. *En 1966, Silvia Monfort tenait le rôle d'Electre. Aujourd'hui, elle joue le rôle de Clytemnestre, sa mère... et également celui d'Electre.*

21 h 00 — **Les belles de nuit.**
Avec Gérard Philipe, Martine Carol, Gina Lollobrigida, Jean Paredes, Raymond Bussières, Bernard Dhéran. Musique de Georges Van Parys.
Pour échapper aux soucis, Claude, un professeur de musique, rêve qu'il est transporté dans diverses époques où lui arrivent de romanesques aventures.

22 h 55 — **Campagne électorale.**

Vendredi 24 avril



Jean-Luc Moreau et Kathia Tchenko dans *A cor et à cri* (« Au théâtre ce soir »). Vendredi, TF1, à 21 heures. (Photo Interpress)

13 h 00 — Campagne électorale.

20 h 20 — Campagne électorale.

21 h 00 — **Au théâtre ce soir : A cor et à cri.**
Pièce de Jean Baudard. Mise en scène : Daniel Crouet. Réalisation : Pierre Sabbagh. Avec Jean-Luc Moreau, Christine Delaroche, Gérard Barray, Kafia Tchenko et Bernard Dumaine.
Jean-Marc Belouzi est très attaché à son cor d'harmonie, compagnon fidèle des jours d'infortune. Mais, bientôt, la chance tourne ; que va devenir le cor, Arthur ?

12 h 30 — **Journal et campagne électorale.**

19 h 45 — **Journal et campagne électorale.**

22 h 00 — **Apostrophes.** Comment donner le goût de l'histoire aux enfants.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : Jean-Luc Léridon. Avec André Castelot : *Au fil de l'histoire* (Librairie académique Perrin), quatre siècles d'histoire au fil d'anecdotes ; Pierre Miquel : *Lettre ouverte aux bradeurs de l'histoire* (Albin Michel), un règlement de comptes avec ces corbeaux qui font les programmes scolaires ; Jeanne Bourin : *le Jeu de la tentation* (La Table ronde), une femme qui part en « croisade pour les XIIe et XIIIe siècles » ; Marc Ferro : *Comment on raconte l'histoire aux enfants* (Payot) ; Lucien Genet : *Histoire du XIXe siècle : 1815-1919* (Hatier), réédition d'un manuel scolaire paru il y a quelques années.



Charlotte Rampling dans *la Chair de l'orchidée*, de Patrice Chéreau. Vendredi, A2, à 22 h 30. (Photo Interpress)

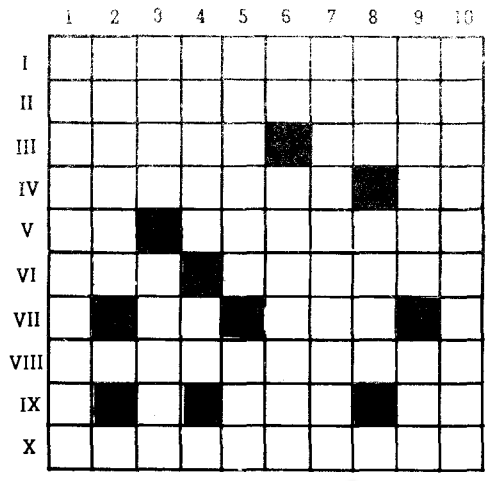
23 h 30 — **Ciné-club : La chair de l'orchidée.**
Film de Patrice Chéreau (1974). Avec Charlotte Rampling, Bruno Cremer, Edwige Feuillère, Simone Signoret, Eve Francis, Hugues Quester, François Simon. D'après un roman de James Hadley Chase.
D'un roman noir à un film-cauchemar, où meurtre et démence se conjuguent jusqu'à hypnotiser le pauvre spectateur, il n'y avait que le talent de Chéreau.

17 h 30 — **Campagne électorale.**

21 h 00 — **Le nouveau vendredi.**
La courte échelle... de Beaufort.
Emission d'André Sabas. Reportage de Jean-Luc Hess, Georges Pernoud et Aymeric de Dampierre. Avec l'amiral Corbier, chef des opérations dans la Manche ; M. Le Roux, patron de chalutier ; M. Serrat, plaisancier à Cannes ; M. Branchet, du Centre national d'études spatiales, responsable du programme « Sargos » (qui consisterait à placer une balise de secours sur tous les bateaux de mer), et une équipe de chercheurs du CNES qui travaillent sur le développement des techniques de sauvetage grâce aux satellites.
Les accidents en mer, une enquête sur les erreurs de navigation, le non-respect du trafic, les bâtiments vétustes.

22 h 30 — **Campagne électorale.**

Mots croisés — Par J.-P. Winkel



PROBLEME N° 43

Horizontalement. — I. Sujet à creuser, mais qui ne nécessite pas qu'on ait inventé l'eau chaude. - II. Ne manquent pas de charme. - III. Petit cigare. Pas loin. - IV. Victime d'Oreste. Pièce jaune. - V. Abréviation de temps. Religieux mis à la porte parce qu'attaché aux biens de ce monde. - VI. Terme de tennis. Obtenue chimiquement. - VII. Champ de fouilles. Pronom. - VIII. Délectés. - IX. Réseau parisien. Note. - X. Que l'on peut faire toucher du doigt sans honte.

Verticalement. — 1. Traite de tous les noms. - 2. Arcane. - 3. Engin énigmatique. Bidasse, éventuellement natif de Souk-Ahras. - 4. A connu un four ou souhaite le succès. Ils en savent long. - 5. Réalisateur du *Faucon maltais*. Point de saignée. - 6. Conjonction. Leurs numéros connaissent un certain succès à l'occasion des fêtes. - 7. Permet de jouer la comédie. - 8. Permet de juger un maçon. Joue un rôle de diaphragme. - 9. Evêque de Lyon. S'ouvre dès qu'elle est nouvelle. - 10. Tout ce qu'elles expriment doit être parfaitement clair.

SOLUTION DU N° 42

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	R	O	M	A	G	E	R	I	E
II	R	E	C	U	L	E	R	E	N	T
III	I	N	T	E	G	R	I	S	T	E
IV	G	O	A	■	A	■	R	I	E	■
V	O	U	V	E	R	T	■	G	R	E
VI	R	E	E	X	A	M	I	N	E	S
VII	I	■	S	A	D	E	■	E	S	T
VIII	S	A	■	L	E	S	T	■	S	E
IX	T	R	O	T	■	E	U	L	E	R
X	E	N	C	E	N	S	E	U	R	S

4-2

Combat
SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A
*COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 23 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 - **Soirée jazz.**
Concert donné au Théâtre de l'Est parisien, le 20 novembre dernier. Avec le grand orchestre de Martial Solal, le trio de Martial Solal et le duo Solal-Grappelli.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — **Trouble-fête.**
Pièce de Davis Storey. Réalisation : Jean-Pierre Colas. Avec Etienne Bierry, Catherine Sellers, Bernard Giraudeau, Philippe Avron, François Darbon.
Un vieux mineur du Yorkshire et sa femme célèbrent leur quarantième anniversaire de mariage. Leurs trois fils sont présents

Vendredi 24 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 20 — **Nouvel Orchestre philharmonique.**
Direction : Yuri Ahronovitch. Chostakovitch : *Septième symphonie « Leningrad » en do majeur*, opus 60 (symphonie composée en 1941, à la gloire du peuple russe en lutte contre l'hitlérisme).

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — **Un livre, des voix.** Rudyard Kipling.
Emission de Bernard Latour. Présentation : Pierre Spiriot. *Dans la cité des morts*, dix nouvelles (UGE, coll. « Les maîtres de l'étrange peur ») ; *la Cité de l'épouvantable nuit* (UGE, coll. « 10/18 »).

14 h 47 — **Un homme, une ville.** Gustave Flaubert à Paris.
Avec Alain Robbe-Grillet et Roger Pierrot, conservateur en chef du département des manuscrits à la Bibliothèque nationale.

Armes pour Riyad

Washington mécontente Israël

Appel à la modération et... ventes d'armes. Ainsi s'exprime la politique de Washington au Proche-Orient.

DÈS mercredi après-midi, Israël a vivement réagi à l'annonce de la vente par les Etats-Unis à l'Arabie Saoudite de cinq avions radars supersophistiqués AWACS, de soixante-deux chasseurs F 15, livrables l'an prochain, et d'un nombre non précisé de missiles air-air Sidewinder.



Situé en face de la zone du commandant Saad Haddad, le château de Beaufort, tenu par les Palestiniens, a été bombardé ces derniers jours par l'aviation israélienne. (Photo Olivier Thomas/Atelier)

Tel-Aviv a demandé au gouvernement américain de « *revenir* » sur sa décision, et les députés travaillistes israéliens ont obtenu une réunion extraordinaire de la Knesset sur ce sujet. Jamais, depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Reagan n'avait suscité un tel mécontentement dans l'Etat hébreu.

Mais, à Washington, on soulignait hier que « *l'engagement du président Ronald Reagan en faveur de la sécurité d'Israël n'a en rien diminué* », que les équipements vendus à Riyad ne constituaient pas une menace ; que pour y faire contrepoids les Etats-Unis avaient déjà accordé six cent millions de dollars de crédits militaires à Israël et qu'ils étaient disposés à étudier tout besoin supplémentaire. On faisait valoir que les Israéliens disposent déjà d'avions de même type que les AWACS, les Hawkeye

L'Egypte a accueilli favorablement la décision des Etats-Unis de vendre des armes à l'Arabie Saoudite.

Dans le même temps Washington lançait un appel à la modération à toutes les parties en conflit au Liban. Mais, lorsque cet appel a été lancé, un calme précaire s'était déjà établi dans ce pays, où l'on compte vingt-quatre tués dans les combats de mercredi, principalement dans le secteur de Beyrouth-Ouest où vivent les Palestiniens.

Jeudi, Menahem Begin, le premier ministre israélien, devait recevoir le commandant des milices libanaises chrétiennes Saad Haddad, après que celui-ci eut quitté l'hôpital de Haïfa, où il avait été officiellement admis pour « surmenage ».



Pierre Samson après l'agression. (Photo Pascal Lebrun)

Agression au siège du PS

JEUDI matin, à Paris, alors que cinq militants socialistes s'apprêtaient à coller des affiches de François Mitterrand, rue de Solférino, à proximité du siège du PS, un groupe d'une vingtaine d'individus, surgissant de plusieurs voitures, les ont brusquement agressés.

« *On commençait tout juste à coller,* raconte Jean-Claude Gourlet et Jean-Claude Walter, *quand ils nous sont tombés dessus. Une camionnette est arrivée. Il en est sorti d'autres. Puis une trentaine d'autres ont débarqué de plusieurs voitures. Ils étaient au moins une cinquantaine. Leurs voitures étaient couvertes d'affiches de Giscard.* »

Le commando s'est surtout acharné sur Pierre Samson, gardien de l'immeuble du parti. L'ayant jeté à terre, plusieurs individus aux mains gantées de cuir continuaient à le frapper. « *Ils le cognaient à coup de pied dans le ventre, dans la figure. Il a fallu l'emporter à l'hôpital avec une machoire abîmée. Il saignait beaucoup* », raconte Alain Basque.

Sur les lieux, comme l'a remarqué l'avocat du Parti socialiste, Michel Vauzelle, on a ramassé un coup de poing américain. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est immédiatement venu sur les lieux où quelques agents de police du VII[e] arrondissement, bientôt rejoint par un commissaire, commençaient leur enquête.

Ph. L.

Bettino Craxi, secrétaire général du PS italien, au congrès de Palerme :

«Pas de coalition avec le PC italien»

« *LE problème de fond pour les socialistes est celui d'une clarification historique et prospective de leurs relations avec le Parti communiste italien* », a déclaré Bettino Craxi, secrétaire général du PS italien, en inaugurant mercredi, à Palerme, le quarante-deuxième congrès de son parti.

Craxi estime qu'il n'est pas actuellement possible, en Italie, de former une coalition avec le PCI, car celui-ci ne propose pas « *un minimum de solutions de rechange* ». Sans rejeter catégoriquement les dernières avances des communistes italiens, le secrétaire général du PS s'est déclaré prêt à envisager des solutions de rechange « *effectivement réalisables* ». Il a souhaité une « *clarification des intentions* » et la recherche d'« *objectifs convergents* » entre les deux formations de gauche.

Craxi, dont le parti (12 % du corps électoral) fait charnière entre le PCI et la démocratie chrétienne, a réaffirmé avec force l'appui du PS italien au gouvernement d'Arnaldo Forlani. « *Nous avons soutenu et nous soutenons avec loyauté ce gouvernement,* a-t-il dit. *Cette alliance représente l'expression la plus importante de la reprise de notre collaboration directe avec la démocratie chrétienne.* » Mais l'appui du PSI ne pourra continuer que si le gouvernement est capable d'effectuer les « *réformes qui s'avèrent indispensables* ». Rappelons que le PSI a réintégré le gouvernement en mars 1980, après une éclipse de six ans.

Bobby Sands: le pape pourrait intervenir

LE pape Jean-Paul II va-t-il intervenir pour sauver Bobby Sands ? Ce n'est pas impossible. Le nonce apostolique en République d'Irlande, Mgr Allibrandi, a en effet déclaré que le pape interviendrait si on le lui demandait et si le gouvernement britannique n'y voit pas d'objection. Le nonce a assuré que Jean-Paul II était régulièrement tenu au courant de la grève de la faim que poursuit Bobby Sands depuis maintenant 53 jours. L'état de santé de Bobby Sands, qui ne pèse plus que 44 kilos, « *continue de s'aggraver* », a indiqué mercredi après-midi le dernier communiqué des autorités britanniques, qui maintiennent leur refus de reconnaître le statut de détenu politique.

D'autre part, la population catholique de Londonderry s'est largement mobilisée mercredi à l'occasion des obsèques de deux de ses fils, victimes des violents affrontements de la semaine.

Le candidat socialiste en Midi-Pyrénées

François Mitterrand est, le vendredi 24 avril, à Toulouse, où il est attendu par plus de 20 000 personnes venant des huits départements du Midi-Pyrénées.

Il fait escale, à 18 h 30, à Verdun-sur-Garonne, où il doit être question de Golfech, et donc du nucléaire.

A Toulouse, le stadium est maintenant prêt pour accueillir la foule venant assister au meeting commençant à 20 h 30.

Une banda, *clique toulousaine occitane, ouvre le programme, qui comporte un groupe basque, la chanteuse brésilienne Nazaré Pereira et Marcel Amont.*

François Mitterrand doit intervenir vers 21 h 45, évoquant notamment les problèmes de l'aéronoautique et de la recherche.

Un grand écran de douze mètres sur huit doit permettre à tous, dans l'immense stadium, de voir parfaitement le candidat socialiste. Des services d'autocars assureront la liaison avec les différents quartiers de l'agglomération, à l'aller comme au retour...

Grévistes de la faim à Massy

Dix-neuf travailleurs immigrés ont entamé une grève de la faim le 22 avril à Massy (Essonne), pour protester contre une mesure d'expulsion prise contre eux le 3 février dernier après une rafle effectuée dans leur foyer situé rue Ampère. Ce jour-là, à 5 heures du matin, quatre compagnies de CRS, trois commissaires et quarante policiers avaient investi leur résidence pour contrôle de papiers. Il y avait eu immédiatement 68 arrestations, 3 expulsions du territoire français et 65 relaxations avec préavis de quarante-huit heures pour quitter notre pays.

Soutenus par plusieurs organisations (Ligue des droits de l'homme, PS, PSU, CFDT) et par le maire de Massy, les grévistes rassemblés dans la salle paroissiale mise à leur disposition par les prêtres de l'église Saint-Paul, demandent l'appui des travailleurs et de leurs organisations politiques et sociales.

Procès ajourné en Pologne

Le procès des dirigeants emprisonnés de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), qui devait s'ouvrir lundi à Varsovie, vient d'être ajourné, ce qui pourrait apaiser l'émotion de la population à ce sujet.